



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 1 ^{er} avril 2019	WFP/EB.A/2019/8-B/2/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays provisoire — Guinée (2019-2022)

Durée	1 ^{er} juillet 2019–30 juin 2022
Coût total pour le PAM	40 302 571 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

La Guinée se classait au 175^{ème} rang sur 189 pays d'après la mise à jour statistique de l'indicateur de développement humain de 2018, et la pauvreté multidimensionnelle touchait 62 pour cent de la population. La pauvreté généralisée, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les problèmes d'accès aux services publics de base, l'instabilité sociopolitique, les inégalités de genre persistantes, les dérèglements climatiques et les taux élevés de croissance démographique ont des répercussions sur une grande partie des 11,9 millions d'habitants du pays, et l'instabilité sociale, économique et alimentaire a été aggravée par l'épidémie de la maladie à virus Ebola de 2014/2015.

Le plan stratégique de pays provisoire appuie les initiatives destinées à respecter les priorités du Gouvernement telles qu'énoncées dans le Plan national de développement économique et social pour 2016-2020 et dans les politiques sectorielles, et concorde avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2018-2022. La Guinée dispose de plusieurs instruments juridiques et de diverses politiques visant à promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, mais le manque de coordination, l'insuffisance des capacités nationales, le morcellement des programmes et la lenteur de la mise en œuvre des programmes nationaux sont de sérieux obstacles à la réalisation de l'objectif de développement durable 2. Le plan stratégique de pays

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M. E. Nizeyimana
Directeur de pays
courriel: edouard.nizeyimana@wfp.org

provisoire met donc l'accent sur le renforcement des capacités du pays, qui permettra au PAM de transférer la responsabilité de ses programmes au Gouvernement et aux communautés lors de la mise en œuvre des deux prochains plans stratégiques de pays, en particulier de ses programmes d'alimentation scolaire, de nutrition, d'appui aux petit(e)s exploitant(e)s, de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et de gestion des chaînes d'approvisionnement.

Dans le cadre du plan stratégique de pays provisoire, le PAM fait fond sur la réussite de son programme d'alimentation scolaire pour promouvoir l'éducation, une bonne nutrition, l'égalité des sexes et les possibilités locales de subsistance et renforcer la résilience des ménages et des communautés ainsi que l'autonomisation des femmes grâce à la fourniture équitable d'un soutien aux organisations de petit(e)s exploitant(e)s et aux associations de femmes s'occupant de transformer les aliments. Ce plan établit la feuille de route à suivre afin de déterminer et de combler certaines lacunes de gouvernance et carences techniques et pour aider les petits exploitants, en particulier les femmes, en augmentant la consommation d'aliments produits localement, en améliorant la nutrition, en rendant plus efficace la transformation après récolte, en assurant un accès pérenne aux marchés et en fournissant des possibilités de subsistance aux femmes et aux hommes vulnérables de tous âges, avec pour objectif de mettre en place des systèmes alimentaires nationaux résilients et durables.

Lors de la mise en œuvre du plan, le PAM maintiendra ses capacités d'intervention d'urgence et son rôle moteur dans l'action menée pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des personnes touchées par des crises soudaines. Toutes les activités sont conçues de façon à tenir compte des engagements du PAM relatifs à l'égalité de genre, aux jeunes et aux personnes handicapées. Le plan s'articule autour de cinq effets directs stratégiques qui se renforcent mutuellement:

- *Effet direct stratégique 1:* Les populations en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones ciblées, y compris les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire, ont accès à une nourriture suffisante et nutritive toute l'année.
- *Effet direct stratégique 2:* Les populations touchées par une crise vivant dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2030, l'état nutritionnel des populations vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les enfants, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose et recevant un traitement, les personnes handicapées et les orphelins, s'améliore.
- *Effet direct stratégique 4:* D'ici à 2030, les populations en situation d'insécurité alimentaire et touchées par le changement climatique vivant dans les zones ciblées, y compris les petits exploitants, les jeunes et les femmes, bénéficient de moyens d'existence améliorés et de chaînes de valeur plus efficaces et plus inclusives.
- *Effet direct stratégique 5:* D'ici à 2030, les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour concevoir et utiliser des systèmes de gestion en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour la Guinée (2019-2022) pour un coût total pour le PAM de 40 302 571 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. La Guinée possède d'abondantes ressources naturelles et jouit de conditions agroécologiques propices à l'éradication de la faim. Or une grande partie de sa population de 11,9 millions d'habitants¹ pâtit des effets de la pauvreté généralisée, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, des inégalités entre les sexes persistantes et des problèmes d'accès aux services de base en matière d'éducation et de santé². Ces facteurs sont aggravés par l'instabilité sociopolitique, des dérèglements climatiques récurrents et un taux annuel de croissance démographique de 2,75 pour cent.
2. La Guinée dispose de plusieurs instruments juridiques et de diverses politiques visant à promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, mais le manque de coordination, l'insuffisance des capacités nationales, le morcellement des programmes et la lenteur de la mise en œuvre des programmes nationaux constituent de sérieux obstacles à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2. Au sein du secteur agricole, le morcellement des approches suivies pour surmonter les obstacles à la sécurité alimentaire continue d'entraver les progrès vers l'élimination de la faim.
3. La situation a été aggravée par l'épidémie de la maladie à virus Ebola de 2014/2015, dont les effets se font encore ressentir dans l'ensemble de la société et de l'économie aujourd'hui. Les moyens d'existence des ménages vulnérables, notamment des ménages vivant en milieu rural ou de ceux dirigés par une femme, ont été durement touchés par l'interruption consécutive du commerce transfrontalier et de la petite agriculture³. L'épidémie a fait apparaître les points faibles des services, comme l'insuffisance des ressources financières et humaines dans le système de santé. Elle a aussi mis en évidence les inégalités de genre: le rôle assumé par les femmes en tant qu'aidantes et travailleuses sanitaires qui interviennent en première ligne a fait que leur santé personnelle et celle des membres de leur ménage ont été plus exposées lors de la crise.
4. La croissance économique de la Guinée depuis le milieu des années 1980 a progressé trop lentement et de manière trop irrégulière pour contribuer efficacement à la réduction de la pauvreté. La Guinée se classait au 175^{ème} rang sur 189 pays d'après la mise à jour statistique de l'indicateur de développement humain de 2018, 62 pour cent de la population vivait dans la pauvreté multidimensionnelle⁴ et 55,2 pour cent vivait au-dessous du seuil national de pauvreté⁵. La pauvreté est plus répandue en milieu rural (89,3 pour cent) qu'en milieu

¹ La Guinée compte 11 855 411 habitants (5 935 442 femmes et filles, et 5 919 969 hommes et garçons), dont 41,4 pour cent ont moins de 15 ans. Estimation de juillet 2018, Central Intelligence Agency World Fact Book. Voir: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gv.html>.

² En outre, d'après les statistiques démographiques de la base de données statistiques sur les incapacités des Nations Unies, on dénombrait environ 156 000 personnes handicapées en 2014, parmi lesquelles 47 pour cent étaient des femmes et 53 pour cent des hommes. Voir: <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/concerns/disability/statistics/#/countries>.

³ Mark Shepard et autres. 2017. *An evaluation of WFP's Level 3 response to the Ebola virus disease (EVD) crisis in West Africa (2014-2015)*. Voir: <https://docs.wfp.org/api/documents/789c0eb95e5d4773884d920e9f605673/download/>.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement. 2018. Indices et indicateurs de développement humain. Mise à jour statistique de 2018. Voir http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update_fr.pdf.

⁵ Groupe de travail sur la pauvreté dans le monde de la Banque mondiale. Site consulté à partir du site de la Banque mondiale consacré aux indicateurs du développement dans le monde. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.NAHC?>

- urbain (18,6 pour cent), et se caractérise par de fortes disparités entre les sexes et d'une région à l'autre⁶.
5. En 2015/2016, le taux d'achèvement du cycle primaire était de 59,4 pour cent (69,7 pour cent chez les garçons; 49,5 pour cent chez les filles)⁷. L'enseignement secondaire demeure un défi, les filles enregistrant un taux d'achèvement du collège nettement inférieur à celui des garçons (28,9 pour cent contre 43,7 pour cent) en 2014⁸. Plus de 30 pour cent des filles et 13 pour cent des garçons ne sont jamais allés à l'école. En 2014, le taux national d'alphabétisation était de 22 pour cent chez les femmes et de 44 pour cent chez les hommes⁹.
 6. Les femmes représentent 67 pour cent de la population économiquement active, mais elles continuent de rencontrer d'importantes difficultés pour accéder aux ressources productives et à la terre et en disposer, et doivent faire face à de lourdes responsabilités liées aux travaux agricoles et aux tâches domestiques et informelles non rémunérées. Les femmes ont du mal à accéder aux moyens d'existence, aux services financiers et aux services de santé, et leur participation aux décisions prises dans les ménages, au sein des communautés et à l'échelle nationale est limitée¹⁰. La prévalence des mutilations génitales féminines en Guinée est la deuxième la plus élevée au monde: plus de 97 pour cent des filles et des femmes de 15 à 49 ans en ont été victimes¹¹. Plus de 50 pour cent des femmes sont mariées avant 18 ans¹².
 7. Le taux de mortalité maternelle (679 décès pour 100 000 naissances vivantes¹³) et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (85,7 décès pour 1 000 naissances vivantes) comptent parmi les plus élevés d'Afrique subsaharienne; le paludisme est la principale cause de mortalité infantile¹⁴. En 2016, la prévalence du VIH était de 1,5 pour cent (1,1 pour cent chez les hommes et 1,9 pour cent chez les femmes); seulement 35 pour cent des 120 000 personnes vivant avec le VIH bénéficiaient d'un traitement antirétroviral, et pour les femmes enceintes vivant avec le VIH, la couverture était de 38 pour cent¹⁵. La

⁶ Le taux de pauvreté varie selon les régions: Labé (77,5 pour cent), Mamou (77,4 pour cent), Faranah (76,1 pour cent), Kankan (73,9 pour cent) et N'zérékoré (72,1 pour cent). On ne dispose pas de données sur la pauvreté ventilées par sexe et par âge selon les régions. Ministère du plan et de la coopération internationale. *Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère*. <https://groupe-consultatif-guinee.com/pndes-content/uploads/2017/11/Vision-Guinee-2040-1.pdf>.

⁷ Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation. 2016. *Annuaire statistique Enseignement Primaire 2015-2016*. http://www.stat-guinee.org/PUB/annuaires/MEPUA_Annuaire_Primaire_2015-2016.pdf.

⁸ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Institut de statistiques, par l'intermédiaire du site de la Banque mondiale consacré aux indicateurs du développement dans le monde. Voir: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.SEC.CMPT.LO.MA.ZS?view=chart>, et <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.SEC.CMPT.LO.FE.ZS?view=chart>.

⁹ Institut national de la statistique. 2017. *Annuaire statistique 2016*. Voir: http://www.stat-guinee.org/images/Publications/INS/annuelles/INS_annuaire_2016.pdf.

¹⁰ La Guinée n'est pas prise en compte dans l'indice d'inégalité de genre.

¹¹ Institut national de la statistique. 2017. *Enquête par grappes à indicateurs multiples 2016*. Voir: https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Guinea/2016/Final/Guinea%202016%20MICS_French.pdf.

¹² Male, Chata et Wodon, Quentin. 2016. *Basic Profile of the Child Marriage in Guinea. Health, Nutrition and Population Knowledge Brief*. Voir: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25469>.

¹³ Données de 2017. Organisation mondiale de la Santé, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds des Nations Unies pour la population, Groupe de la Banque mondiale et Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. 2015. Ratio de décès maternel (estimation par modèle, pour 100 000 naissances vivantes): 1990-2015. Voir: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.MMRT>.

¹⁴ Données de 2015. Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile (Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Organisation mondiale de la Santé; Banque mondiale; Département des affaires économiques et sociales, Division de la population) sur childmortality.org. Voir: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.DYN.MORT>.

¹⁵ Sur les 120 000 personnes vivant avec le VIH, 46 000 étaient des hommes et des garçons, et 68 000 étaient des femmes et des filles de plus de 15 ans; 10 000 étaient des enfants de 0 à 14 ans. Voir: <http://aidsinfo.unaids.org/>.

prévalence de la tuberculose, soit 176 cas pour 100 000 habitants par an d'après les estimations, est élevée¹⁶.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

8. La Guinée n'a pas encore réalisé son examen stratégique national Faim zéro. Le PAM mène de nombreuses consultations avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes afin de préparer la conduite d'un examen stratégique national Faim zéro complet et inclusif dans les deux prochaines années. La Guinée n'a pas atteint l'objectif du Millénaire pour le développement 1 et continue de faire face à de graves problèmes structurels et à d'importantes difficultés liées aux crises pour éradiquer la faim.
9. *Accès à la nourriture.* La Guinée importe plus de la moitié des produits alimentaires dont elle a besoin¹⁷, en particulier des céréales, et se classait au 94^{ème} rang sur 119 pays selon l'indice de la faim dans le monde de 2017. L'accès à la nourriture est un défi majeur pour 21,8 pour cent de la population (19 pour cent des hommes et des garçons et 20 pour cent des femmes et des filles), soit 2,5 millions de personnes, parmi lesquelles environ 300 000 (2,4 pour cent de la population totale) sont en situation d'insécurité alimentaire grave¹⁸. L'insécurité alimentaire est un problème essentiellement rural, qui touche 25,7 pour cent des ménages ruraux contre 12,7 pour cent des ménages urbains, avec de fortes disparités selon le sexe et d'une région à l'autre¹⁹. Les ménages vulnérables ont recours à des stratégies de survie préjudiciables comme la réduction de la consommation alimentaire, la vente d'actifs et de bétail, l'endettement, la déscolarisation des enfants et, souvent, la migration. Dans la région de N'zérékoré, où l'insécurité alimentaire est la plus élevée, on estime que l'augmentation des taux de migration, notamment chez les jeunes, est une conséquence directe de la crise liée au virus Ebola²⁰.
10. L'insécurité alimentaire est étroitement liée à la pauvreté, à la production alimentaire non durable, aux dérèglements climatiques récurrents, aux prix élevés des produits alimentaires et à la faible résilience des ménages et des communautés. L'absence de dispositifs de protection sociale inclusifs et tenant compte de la problématique femmes-hommes, le morcellement des chaînes d'approvisionnement et les coûts élevés des transports constituent des obstacles supplémentaires à l'accès des personnes les plus vulnérables à la nourriture. Les femmes sont plus touchées que les hommes du fait de leur marginalisation lors de la prise de décisions et pour ce qui est de l'accès aux ressources et aux services²¹.

¹⁶ Organisation mondiale de la Santé. 2017. *Global Tuberculosis report*. Voir: <https://www.who.int/tb/publications/2017/en/>.

¹⁷ En 2017, 639 555 tonnes de céréales ont été importées et 1 445 tonnes ont été exportées. Sur l'ensemble des céréales importées, 68,4 pour cent étaient du riz, 31 pour cent du blé et 0,24 pour cent du maïs. PAM et autres. 2018. *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition – République de Guinée (décembre 2018)*. Voir: <https://reliefweb.int/report/guinea/guin-e-analyse-globale-de-la-vuln-rabilit-de-la-s-curit-alimentaire-et-de-la-nutrition>.

¹⁸ PAM et autres. 2018. *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition – République de Guinée (décembre 2018)*. Voir: <https://reliefweb.int/report/guinea/guin-e-analyse-globale-de-la-vuln-rabilit-de-la-s-curit-alimentaire-et-de-la-nutrition>.

¹⁹ 21 pour cent chez les ménages dirigés par un homme, et 21 pour cent aussi chez ceux dirigés par une femme. Les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire sont N'zérékoré (41,4 pour cent), Mamou (27,6 pour cent) et Labé (27,5 pour cent), suivies de Faranah (19,5 pour cent), Kindia (14,4 pour cent), Kankan (14,2 pour cent) et Boké (11,6 pour cent). À Conakry, le taux est de 16,4 pour cent. On ne dispose pas de données ventilées par sexe, mais des hypothèses ont été formulées à partir des difficultés que rencontrent les femmes pour accéder aux actifs productifs et aux services et en disposer.

²⁰ PAM et autres. 2018. *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition – République de Guinée (décembre 2018)*. Voir: <https://reliefweb.int/report/guinea/guin-e-analyse-globale-de-la-vuln-rabilit-de-la-s-curit-alimentaire-et-de-la-nutrition>. On ne dispose pas de données précises sur les taux de migration.

²¹ *Ibid.*

11. *Mettre fin à la malnutrition.* La malnutrition est une cause directe de mortalité infantile²². Le taux de malnutrition aiguë a reculé, passant de 9,6 pour cent en 2012²³ à 8,1 pour cent en 2016²⁴. Cela étant, 24,4 pour cent des enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique, 6,1 pour cent de malnutrition aiguë et 12,1 pour cent d'insuffisance pondérale. D'après l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 22 des 33 préfectures et cinq districts de Conakry ont connu des taux de retard de croissance élevés (plus de 20 pour cent des enfants de moins de 5 ans), voire critiques dans sept d'entre elles²⁵.
12. Dix-huit pour cent des enfants naissent avec un retard de croissance du fait de la mauvaise nutrition des adolescentes, des grossesses précoces (44 pour cent des femmes ont un enfant avant 18 ans)²⁶ et d'une santé et d'une nutrition maternelles et infantiles insuffisantes, notamment de pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants inadéquates: seuls 35 pour cent des nourrissons sont nourris exclusivement au sein pendant les six premiers mois. Seulement 1,4 pour cent des enfants nourris au sein et 5,3 pour cent des enfants de 6 à 23 mois qui ne le sont pas ont un régime alimentaire approprié²⁷.
13. Les carences en micronutriments sont très répandues, et touchent 49 pour cent des femmes et des filles en âge de procréer et 77 pour cent des enfants de moins de 5 ans. L'anémie ferriprive est un problème de santé publique. Elle est plus élevée parmi les enfants de moins de 5 ans vivant en milieu rural (79 pour cent) que parmi ceux vivant en milieu urbain (69 pour cent), et touche plus de huit enfants de moins de 5 ans sur dix dans les régions de Faranah (85 pour cent), Kankan (83 pour cent) et N'zérékoré (83 pour cent). La prévalence du retard de croissance a également augmenté chez les enfants de moins de 5 ans, passant de 3,8 pour cent en 2012 à 4 pour cent en 2016²⁸.
14. Les principaux facteurs de la malnutrition sont la pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'inadéquation des pratiques d'alimentation des mères, des nourrissons et des jeunes enfants, les maladies (paludisme, diarrhée, infections respiratoires aiguës, rougeole et VIH), la faible couverture des interventions nutritionnelles et les problèmes d'accès aux services de base en matière d'éducation et de santé, notamment pour les femmes et les filles. Il ressort d'une évaluation de la vulnérabilité menée en 2014, que 24,3 pour cent des personnes vivant avec le VIH qui commençaient un traitement antirétroviral souffraient de sous-alimentation, tandis que 16,9 pour cent des ménages touchés par le VIH étaient en situation d'insécurité alimentaire²⁹. Des facteurs socioculturels, comme les inégalités entre

²² Programme accéléré de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement agricole durable de la Guinée, 2016-2020. Voir: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/gui172926.pdf>. On ne dispose pas de données ventilées selon le sexe et l'âge.

²³ Institut national de la statistique. 2012. *Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples 2012*. Voir: <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/1925>.

²⁴ Institut national de la statistique. 2017. *Enquête par grappes à indicateurs multiples 2016*. Voir: https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Guinea/2016/Final/Guinea%202016%20MICS_French.pdf.

²⁵ PAM et autres. 2018. *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition – République de Guinée (décembre 2018)*. Voir: <https://reliefweb.int/report/guinea/guin-e-analyse-globale-de-la-vuln-rabilit-de-la-s-curit-alimentaire-et-de-la-nutrition>.

²⁶ Global Nutrition Report. 2017. Country Profile Guinea. Voir: <https://globalnutritionreport.org/nutrition-profiles/africa/western-africa/guinea/>.

²⁷ Institut national de la statistique. 2017. *Enquête par grappes à indicateurs multiples 2016*. Voir: https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Guinea/2016/Final/Guinea%202016%20MICS_French.pdf.

²⁸ Institut national de la statistique. 2012. *Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples 2012*. Voir: <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/1925>.

²⁹ PAM et Comité national de lutte contre le sida. 2014. *Évaluation du statut nutritionnel et de la vulnérabilité des personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral et des femmes suivies en prévention de la transmission de la mère à l'enfant*. (Disponible sur demande.)

les sexes, influent également sur les apports en nutriments; les adolescentes et leurs enfants, par exemple, sont plus exposés au risque de malnutrition en raison des effets des mariages et des maternités précoces, des grossesses rapprochées et de leurs difficultés d'accès aux ressources, à l'enseignement de type scolaire et aux services de santé porteurs de transformations.

15. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Les secteurs de la production vivrière, du pastoralisme et de l'élevage emploient plus de 97 pour cent de la population active dans les zones rurales et représentent 25 pour cent du produit intérieur brut. L'agriculture est essentiellement pluviale et se caractérise par une faible productivité et une forte vulnérabilité face aux dérèglements climatiques. Seulement 25 pour cent des 6,2 millions d'hectares de terres arables sont cultivés et moins de 10 pour cent des 364 000 hectares ayant un potentiel d'irrigation sont exploités³⁰. La plupart des exploitations sont petites, voire très petites (à Téliélé, les parcelles font moins de 1 hectare)³¹, les petits agriculteurs ne possédant que 38 pour cent de la superficie cultivée totale à l'échelle nationale.
16. Les petits exploitants se heurtent à diverses difficultés: mauvaise gestion de l'eau; problèmes d'accès à la terre et faible superficie disponible, en particulier pour les femmes et les jeunes; et manque d'accès aux intrants et aux technologies agricoles, les lacunes dans la fourniture des services étant aggravées par les inégalités entre les sexes. Les petits exploitants ont un accès restreint, voire inexistant, aux services financiers et aux marchés, et les femmes et les filles effectuent la plus grosse part des tâches familiales et domestiques non rémunérées. La majeure partie des zones de production agricole sont reculées et isolées, ce qui freine l'accès des agriculteurs aux marchés et le développement de chaînes de valeur alimentaires durables.
17. *Systèmes alimentaires durables.* Les systèmes alimentaires de la Guinée sont de plus en plus perturbés par des bouleversements liés au climat, comme les précipitations irrégulières, les périodes sèches, les sécheresses et les inondations, dont les effets sont aggravés par les activités minières informelles, les pratiques agricoles non durables (notamment les cultures sur brûlis) et la dégradation des terres. Le changement climatique a des effets préjudiciables sur la biodiversité, l'agriculture, les moyens d'existence et la pêche: il menace la production vivrière, exerce une pression sur les prix des produits alimentaires et influe sur les stratégies de survie d'une population déjà vulnérable.
18. Parmi les autres défis, on citera la croissance démographique rapide et les pressions qui en résultent sur les ressources et les services de base, l'inadéquation des systèmes de gestion des risques de catastrophes, la gestion insuffisante des ressources naturelles et l'inefficacité de la manutention après récolte. Malgré l'absence de données fiables, les pertes après récolte seraient élevées: entre 40 et 50 pour cent pour les denrées périssables et 30 pour cent pour les céréales. Les produits agricoles génèrent 11 pour cent des recettes d'exportation de la Guinée, alors que les produits alimentaires³², et en particulier le riz, l'aliment de base national, représentent 17 pour cent des importations³³.

³⁰ Abdoul' Ganiou Mijiyawa. 2017. *Economic Growth in Guinea and How to Accelerate It*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/530421507816489006/pdf/WPS8214.pdf>.

³¹ PAM et autres. 2018. *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition – République de Guinée (décembre 2018)*. Voir: <https://reliefweb.int/report/guinea/guin-e-analyse-globale-de-la-vuln-rabilit-de-la-s-curit-alimentaire-et-de-la-nutrition>.

³² *Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (2013-2017)*.

³³ Ministère de l'agriculture. 2012. *Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (2013-2017)*. Voir: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/gui158097.pdf>.

Contexte macroéconomique

19. Depuis 2010, le Gouvernement a mis en place des réformes économiques et financières visant à réduire la dette publique dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Or ces mesures, qui ne tiennent souvent pas compte de la problématique femmes-hommes, ne se sont pas révélées suffisamment efficaces pour garantir la concrétisation par le pays de sa Vision 2040³⁴. Entre 2008 et 2016, la croissance économique annuelle a été de 4,6 pour cent en moyenne, tandis que le revenu par habitant a augmenté de 2,2 pour cent en moyenne. L'épidémie d'Ebola de 2014/2015 et la baisse des prix de la bauxite ont contribué à l'affaiblissement de l'économie.
20. La nécessité de maintenir le rythme actuel des réformes macroéconomiques et budgétaires ainsi que la stabilité sociopolitique continuera de constituer un défi pour le développement de la Guinée en 2019 et au-delà³⁵.

Principaux liens intersectoriels

21. *Pauvreté (ODD 1)*. En Guinée, 55,2 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté national³⁶. On observe de nettes variations de l'incidence de la pauvreté selon le sexe, l'âge et les régions. Plusieurs facteurs entrent en jeu: éloignement des marchés viables ou absence de tels marchés; manque d'intrants agricoles; exposition à des bouleversements tels que les fluctuations des prix, le changement climatique et les épidémies de virus comme Ebola; et insécurité due aux troubles sociopolitiques en Guinée et dans la région.
22. *Santé (ODD 3)*. Entre autres défis que le secteur de la santé doit relever, on citera l'insuffisance des ressources financières et humaines, le manque d'accès aux soins, l'inadéquation des mesures de prévention et de lutte contre les infections et l'inégalité entre les sexes.
23. *Éducation (ODD 4)*. Le taux de fréquentation scolaire en milieu rural reste faible. Le problème tient notamment aux répercussions de l'épidémie d'Ebola, mais est aussi étroitement lié à l'insécurité alimentaire des ménages pauvres³⁷.
24. *Égalité des sexes (ODD 5)*. Malgré les efforts déployés en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, le cadre d'action national en matière de problématique femmes-hommes doit être renforcé et appliqué pour améliorer l'accès des femmes à l'éducation, à l'emploi, à la terre, aux intrants agricoles et aux services de vulgarisation³⁸.
25. *Action climatique (ODD 13)*. La Guinée est de plus en plus souvent touchée par des catastrophes naturelles et ressent de plus en plus les effets du changement climatique et de pratiques agricoles non durables, autant de facteurs qui influent considérablement sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

³⁴ Ministère du plan et de la coopération internationale. *Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère*. <https://groupe-consultatif-guinee.com/pndes-content/uploads/2017/11/Vision-Guinee-2040-1.pdf>.

³⁵ Voir: <https://www.worldbank.org/fr/country/guinea/overview>.

³⁶ Groupe de travail sur la pauvreté dans le monde de la Banque mondiale. La pauvreté multidimensionnelle touche 62 pour cent des Guinéens. Voir: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.NAHC?>.

³⁷ Voir: <http://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea/overview> et PAM et autres. 2018. *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition - République de Guinée (décembre 2018)*. Voir: <https://reliefweb.int/report/guinea/guin-e-analyse-globale-de-la-vuln-rabilit-de-la-s-curit-alimentaire-et-de-la-nutrition>.

³⁸ Le taux d'alphabétisation est de 40 pour cent chez les femmes et les filles et de 67 pour cent chez les hommes et les garçons. Seulement 2 pour cent des femmes possèdent des terres agricoles. En Guinée, peu de femmes (ou d'hommes) ont accès aux services de vulgarisation ou au crédit pour acheter des machines et des intrants (Banque mondiale. 2018. Voir: [Guinea Integrated Agricultural Development Project](#)).

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

26. En l'absence d'un examen stratégique national Faim zéro, les politiques nationales existantes et les consultations menées avec les partenaires ont permis de répertorier les défis interdépendants et persistants suivants qui se posent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Guinée:

- *Accès à la nourriture.* L'inadéquation de la gouvernance et de la coordination des interventions en faveur de la sécurité alimentaire limite l'efficacité des activités visant à améliorer l'accès à la nourriture. Les freins à l'accès à la nourriture pour les personnes les plus vulnérables sont actuellement difficiles à cerner en raison de la collecte, de l'analyse et de l'utilisation insuffisantes et irrégulières de données ventilées par sexe et par âge. Parmi les autres difficultés, on peut citer: l'instabilité des chaînes de valeur des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage; le manque d'accès, en particulier des femmes, à la terre, aux intrants et au matériel; les problèmes d'accès aux marchés; et la vulnérabilité croissante des ménages en situation d'insécurité alimentaire résultant du changement climatique.
- *Nutrition.* Le secteur de la nutrition pâtit de divers problèmes: prise en compte insuffisante des questions nutritionnelles dans les politiques nationales; faible couverture des interventions spécifiquement axées sur la nutrition et des interventions à dimension nutritionnelle; absence de mise en œuvre d'interventions nutritionnelles stratégiques; faible réservoir de ressources humaines qualifiées; inadéquation des services de santé et de nutrition; nouveaux problèmes liés à la nutrition dans les zones urbaines³⁹; et mauvaises pratiques d'alimentation des mères, des nourrissons et des jeunes enfants.
- *Productivité et revenus des petits exploitants.* Les petits producteurs ont besoin d'aide pour renforcer leur autosuffisance et leur résilience. À l'échelle nationale, l'accès des organisations d'agriculteurs et des associations de transformateurs aux chaînes de valeur alimentaires est limité et la gestion de ces dernières est inadéquate, en particulier pour les organisations et les associations au sein desquelles les femmes ont une visibilité et une capacité d'action dans un contexte de "féminisation" croissante de l'agriculture liée à la migration des hommes et des garçons et au fait qu'ils rejoignent le secteur minier⁴⁰.
- *Systèmes alimentaires durables.* Les systèmes alimentaires continuent d'être fragilisés par divers facteurs: bas niveau de la technologie et de la mécanisation agricoles; pratiques agricoles intensives et inefficaces; manque d'incitations à la mise en place de systèmes de commercialisation et de transformation des aliments; aggravation de la dégradation de l'environnement et des écosystèmes; et insuffisance des systèmes de manutention après récolte. Les agriculteurs ne disposent pas des capacités techniques ni des compétences élémentaires en lecture et en calcul, ce qui freine le développement de systèmes alimentaires efficaces. Les principaux problèmes sont l'absence de cadre réglementaire pour l'acquisition et la distribution d'intrants, la faiblesse structurelle des marchés, notamment en matière d'infrastructures, de compétitivité et d'intégration, et la mauvaise gouvernance des achats.

³⁹ On citera ici l'augmentation de la consommation d'aliments transformés chimiquement et l'inadéquation des contrôles de la sécurité sanitaire des aliments.

⁴⁰ Guinea Integrated Agricultural Development Project, The World Bank 2018. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/275561531366228735/pdf/GUINEA-PAD-06192018.pdf>.

27. Les contraintes de financement et la faible envergure des interventions qui en résulte continuent de limiter le potentiel agricole dont la Guinée dispose pour mettre en place des interventions pérennes en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

28. La feuille de route de la Guinée pour le développement à long terme est guidée par la Vision 2040⁴¹ du pays, qui définit l'orientation stratégique à suivre pour assurer la croissance économique et sociale et faire de la Guinée un pays en développement prospère. La vision s'appuie sur le Plan national de développement économique et social 2016-2020⁴², qui reprend les aspirations de l'Union africaine, laquelle appelait dans l'Agenda 2063 "L'Afrique que nous voulons" à s'efforcer d'instaurer une agriculture intelligente face au climat ainsi que la sécurité alimentaire dans tous les pays d'Afrique. Pour concrétiser la Vision 2040, il faudra s'attaquer aux problèmes profondément ancrés de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, en mettant l'accent sur les facteurs liés à l'âge, à la problématique femmes-hommes et au handicap.
29. Le Gouvernement aborde la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, la gestion des risques de catastrophe et la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence dans le cadre de stratégies sectorielles et de plans de développement nationaux, comme la politique nationale de protection sociale (2016), la politique nationale de développement agricole (2017), le plan stratégique multisectoriel relatif à la sécurité alimentaire et la nutrition (2016-2020), le Programme accéléré de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement agricole durable de la Guinée (2016-2020) et le Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2018-2025).
30. Parmi les autres politiques nationales importantes, on peut citer le Plan national de développement sanitaire (2014-2023), le Cadre stratégique national de lutte contre le VIH/sida (2013-2017), la politique nationale de l'environnement (2016) et la politique nationale de réduction des risques de catastrophe (2016). La stratégie nationale de redressement post-Ebola (2015) a pour but d'améliorer les systèmes de santé du pays moyennant le renforcement de la surveillance épidémiologique, des systèmes d'alerte rapide et de la coordination des interventions d'urgence. La politique nationale du genre (2017) vise à promouvoir l'égalité des sexes, en mettant l'accent sur les points suivants: accès aux services sociaux; élimination de la violence fondée sur le genre; accès aux ressources et aux revenus et faculté d'en disposer; amélioration de la gouvernance et de la prise de décisions; et prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes dans les politiques macroéconomiques.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

31. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2018-2022 concorde pleinement avec la Vision 2040 et le Plan national de développement économique et social. Ses domaines prioritaires sont les suivants: amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition; développement durable et inclusif, en accordant une attention particulière aux femmes, aux jeunes, aux personnes handicapées et aux migrants de retour; gestion durable des ressources; et résilience face au changement climatique et aux aléas naturels.

⁴¹ Ministère du plan et de la coopération internationale. *Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère*. Voir: <https://groupe-consultatif-guinee.com/pndes-content/uploads/2017/11/Vision-Guinee-2040-1.pdf>.

⁴² Ministère du plan et de la coopération internationale. *Plan national de développement économique et social 2016-2020*. Voir: <http://www.gouvernement.gov.gn/images/PNDES/Plan%20National%20du%20Developpement%20Economie%20et%20Sociale.pdf>. Le Plan national de développement économique et social comprend quatre piliers: promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable; transformation économique durable et inclusive; développement inclusif du capital humain; et gestion durable du capital naturel.

Dans le cadre du PNUAD, les autres organismes des Nations Unies, notamment ceux ayant leur siège à Rome et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), se sont engagés à collaborer en se concentrant sur l'amélioration de la mise en œuvre des activités nutritionnelles et leur transposition à plus grande échelle, la facilitation de l'accès à l'éducation et à une nourriture nutritive ainsi que le renforcement de la production et des moyens d'existence des petit(e)s exploitant(e)s. Dans le cadre de la démarche "Unis dans l'action", l'équipe de pays des Nations Unies, aux côtés du Gouvernement et d'autres partenaires clés, entend renforcer la coordination, l'efficacité et l'efficacités afin de progresser dans l'obtention de résultats collectifs.

32. Des mesures en faveur de l'égalité de genre et de la protection des bénéficiaires et d'autres parties prenantes sont intégrées dans toutes les composantes du soutien, notamment l'engagement en faveur de la prévention et de l'atténuation de la violence fondée sur le genre et le ciblage des femmes et des filles exposées aux inégalités et à violence.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

33. Le PAM intervient en Guinée depuis 1964 en fournissant aux populations vulnérables ciblées une assistance alimentaire vitale tenant compte de la problématique femmes-hommes, une alimentation scolaire, une assistance au service de la prévention et du traitement de la malnutrition et un soutien aux moyens d'existence. Il ressort d'une évaluation de la riposte à l'épidémie d'Ebola de 2014/2015 et d'une évaluation décentralisée du programme de pays du PAM en Guinée pour 2013-2017 que les activités du PAM ont été pertinentes et conformes aux priorités nationales, malgré des contraintes de financement croissantes⁴³. Le Gouvernement et les acteurs humanitaires apprécient la capacité logistique du bureau de pays du PAM et son soutien pendant et après les interventions d'urgence, et jugent essentiels le savoir-faire et la présence sur le terrain du PAM pour assurer la continuité de la mise en œuvre des programmes et améliorer les systèmes locaux et nationaux de gestion de l'alimentation scolaire, les activités en faveur des chaînes d'approvisionnement et des chaînes de valeur ainsi que les interventions d'urgence. Le travail que le PAM effectue aux côtés de l'Institut national de la statistique pour mieux faire comprendre les questions de sécurité alimentaire et de nutrition grâce à la collecte, à l'analyse et à l'utilisation des statistiques et les activités qu'il mène en faveur des petit(e)s exploitant(e)s dans le cadre de l'appui fourni aux marchés agricoles pour faciliter la mise en place de systèmes alimentaires durables sont également considérés comme des contributions précieuses.
34. Depuis 50 ans, le PAM a acquis une vaste expérience en menant des interventions d'urgence et des interventions en faveur du développement destinées à remédier à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et à la fragilité des moyens d'existence dans divers environnements en Guinée. L'action du PAM a été renforcée ces 20 dernières années, notamment lorsque le pays a accueilli des réfugiés fuyant les troubles civils qui se déroulaient en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone. Plus récemment, le PAM a joué un rôle moteur à l'échelle régionale et nationale pendant la riposte à Ebola. Outre l'assistance alimentaire fournie aux communautés touchées, le PAM a mis en place une plateforme de services communs⁴⁴, qui a grandement contribué aux efforts d'endiguement du virus. De nombreux partenaires nationaux et internationaux présents en Guinée

⁴³ Mark Shepard et autres. 2017. *An evaluation of WFP's Level 3 response to the Ebola virus disease (EVD) crisis in West Africa (2014-2015)*. Voir: <https://docs.wfp.org/api/documents/789c0eb95e5d4773884d920e9f605673/download/>, et PAM. 2018. *Évaluation décentralisée, Programme de pays 200326 en Guinée 2013-2017*. Voir: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073187/download/>.

⁴⁴ Services aériens humanitaires, chaîne d'approvisionnement, appui fourni au module de la logistique, technologies de l'information au service du suivi et de l'évaluation, sécurité et service d'achats.

estiment que, sans le savoir-faire du PAM, la riposte à l'épidémie d'Ebola n'aurait pas été aussi efficace et la propagation du virus n'aurait pas été circonscrite aussi rapidement.

35. Les mesures préconisées à l'issue de l'évaluation décentralisée du programme de pays étaient notamment les suivantes:

- renforcer les analyses et le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition au moyen de systèmes de suivi et d'évaluation améliorés et tenant compte de la problématique femmes-hommes;
- améliorer la convergence géographique des interventions du PAM et la décentralisation de la gestion opérationnelle quotidienne des programmes;
- collaborer avec le Gouvernement pour développer les capacités de mise en œuvre des politiques et d'affectation de ressources aux priorités d'action nationales; travailler à l'élaboration d'une politique nationale d'alimentation scolaire et d'un protocole national pour la fourniture d'une assistance aux personnes vivant avec le VIH; et élaborer des projets phares dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du PNUAD, en s'associant à des acteurs d'autres secteurs pour fournir des services globaux et inclusifs destinés aux personnes les plus exposées à la pauvreté, à la faim et aux maladies liées à la pauvreté; et
- renforcer les partenariats noués avec d'autres organismes des Nations Unies, privilégier les programmes conjoints et élargir les flux de financement du PAM en tirant parti de son excellence en matière d'assistance technique, d'innovation et de partage de connaissances afin d'associer davantage et plus équitablement les homologues nationaux.

36. Depuis 2015, le bureau de pays a transposé à plus grande échelle ses activités d'alimentation scolaire afin de venir en aide à 300 000 écoliers répartis dans 1 600 établissements et d'atténuer ainsi les répercussions de la maladie à virus Ebola sur la fréquentation scolaire et l'insécurité alimentaire dans les zones les plus durement touchées. Le PAM a réussi à mettre en place des activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale, notamment dans la région de la Guinée-Forestière, où plus de 10 000 personnes, notamment des membres de groupements de maraîchers et d'associations de professionnels de l'étuvage (des femmes à 90 pour cent) ont bénéficié d'un soutien pour fournir 5 000 tonnes de riz et de légumes aux écoles, ce qui a permis de renforcer les moyens d'existence et d'améliorer la nutrition. Le partenariat noué avec le Gouvernement, des donateurs, des banques, des organisations non gouvernementales (ONG) locales et les communautés a été le moteur principal de cette réussite. Le PAM a aussi aidé le Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation à mettre en place et à renforcer la Direction nationale des cantines scolaires, qui gère actuellement 100 cantines, et a ouvert la voie à l'élaboration de la politique nationale d'alimentation scolaire.

2.2 Potentialités pour le PAM

37. Le PAM exploitera ses atouts et ses avantages comparatifs pour contribuer à venir à bout de la faim conformément aux priorités nationales en matière de développement, à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, aux contributions de partenaires clés et aux enseignements tirés de ses opérations depuis 50 ans. Les potentialités répertoriées dans le présent plan stratégique de pays provisoire (PSPP) sont les suivantes:

- fournir un appui au Gouvernement afin de lui permettre d'élaborer un examen stratégique national Faim zéro détaillé qui tracera la feuille de route nationale à suivre pour éliminer la faim et sera essentiel pour garantir l'efficacité, l'efficacé et la cohérence des objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et atteindre les buts du bureau de pays du PAM;

- continuer à exploiter le savoir-faire du PAM en matière d'analyse de la sécurité alimentaire pour guider la conception, la mise en œuvre et les résultats de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition dirigés par le pays, contribuant à transformer les relations entre les sexes et tenant compte de l'âge;
- renforcer et développer les liens entre les programmes d'alimentation scolaire (en mettant davantage l'accent sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale) et les programmes à dimension nutritionnelle, fournir un soutien en faveur des moyens d'existence et de la résilience aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition et atténuer les effets du changement climatique;
- concevoir et mettre en œuvre une stratégie destinée à mettre en place un ensemble d'activités axées sur la résilience des communautés, définissant la marche à suivre pour transférer la responsabilité des opérations au Gouvernement et maximiser les effets de celles-ci dans les trois années que dure le PSPP (effets directs stratégiques 1, 3 et 4). La stratégie s'appuiera sur des analyses par sexe et par âge et comprendra des moyens innovants de fournir des transferts de type monétaire dans les écoles afin de permettre aux établissements d'acheter des denrées sur place pour les repas scolaires tout en renforçant le passage à l'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui contribue à l'autonomie des populations locales et à l'appropriation équitable des programmes d'alimentation scolaire;
- renforcer la prévention et le traitement de la malnutrition tout en mettant l'accent sur les approches à dimension nutritionnelle au sein d'un ensemble intégré multisectoriel d'interventions nutritionnelles (effet direct stratégique 3). Une fois que l'examen final du projet de prévention de la malnutrition chronique⁴⁵ sera terminé et que les données sur les résultats obtenus auront été analysées, le PAM déterminera s'il est nécessaire d'étendre la couverture géographique à d'autres régions, en collaboration avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies (dans le cadre des initiatives SUN et REACH) et d'autres partenaires. Étant donné que la malnutrition est plus grave dans les zones urbaines, le PAM et ses partenaires y mèneront une analyse de la situation, en tenant compte de la problématique femmes-hommes, de l'âge et d'autres facteurs clés, et expérimenteront des approches innovantes afin de lutter contre ce fléau;
- en tant que co-chef de file du réseau SUN en Guinée, aider le coordonnateur national du mouvement SUN dans le pays, le comité national de coordination pour la nutrition et des acteurs d'autres secteurs pertinents, y compris ceux du secteur privé, à assurer une mise en œuvre coordonnée de la politique nationale et du plan stratégique multisectoriel en matière d'alimentation et de nutrition; et
- renforcer l'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants et améliorer la résilience de ces derniers face aux dérèglements climatiques, en soutenant l'augmentation de la productivité et des mesures destinées à instaurer un accès équitable à des marchés efficaces et structurés (effet direct stratégique 4).

⁴⁵ Le projet est mis en œuvre depuis 2015 sous la forme d'un projet pilote portant sur les "1 000 premiers jours" dans le cadre des initiatives Renforcer la nutrition (SUN) et Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH).

38. Ces interventions seront complétées par des activités de promotion du dialogue sur les politiques et de renforcement des capacités du pays, qui viseront à renforcer l'impact et à faciliter le transfert de la responsabilité des opérations aux autorités nationales et l'interconnectivité entre tous les effets directs stratégiques du PSPP. Les activités en question poursuivront les buts suivants:
- renforcer les capacités des homologues nationaux à intégrer des interventions axées sur l'alimentation et la nutrition dans des politiques nationales contribuant à transformer les relations entre les sexes et tenant compte des questions de protection;
 - plaider en faveur de l'application de la politique nationale d'alimentation scolaire et de la création d'un département national chargé de l'alimentation scolaire, notamment en fournissant une assistance technique ininterrompue aux structures décentralisées de la Direction nationale des cantines scolaires et à d'autres partenaires pour mettre en place un programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale viable et pris en main par le pays;
 - renforcer les systèmes nationaux de gestion des risques de catastrophe susceptibles de faciliter la préparation aux situations d'urgence et les interventions rapides, et promouvoir la gestion durable des ressources naturelles face à l'augmentation de la fréquence des catastrophes liées au climat et des situations d'urgence sanitaire;
 - continuer de soutenir le Programme accéléré de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement agricole durable (2016-2020) et optimiser les systèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, notamment l'initiative du PAM pour l'optimisation de l'approvisionnement grâce à la logistique, à la visibilité et à l'évolutivité (SOLVE); et
 - mettre en œuvre des innovations dans les domaines de la gestion après récolte, de la transformation des aliments et de la commercialisation, et documenter les succès enregistrés et les défis rencontrés et les faire connaître pour obtenir des résultats durables.

2.3 Réorientations stratégiques

39. Le présent PSPP met en évidence l'évolution de la nature de l'appui apporté par le PAM en matière de sécurité alimentaire et de nutrition de la population guinéenne. Il jette les bases, d'une part, de la transition progressive consistant à passer de l'assistance alimentaire directe à un partenariat technique avec le Gouvernement axé sur des domaines prioritaires convenus d'un commun accord, et, d'autre part, de la réorientation du PAM conduisant celui-ci à abandonner son rôle d'agent d'exécution au profit d'un rôle de catalyseur de solutions pérennes au problème de la faim.
40. Le plan définit les premières composantes des activités de renforcement des capacités, qui seront développées dans les plans stratégiques de pays (PSP) futurs. La mise en œuvre du PSPP participera à la réalisation des objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et d'éducation, en harmonisant les contributions stratégiques du PAM avec les initiatives du Gouvernement et d'autres partenaires dans tous les aspects de l'intervention reliant l'action humanitaire et le développement, en particulier la préparation aux situations d'urgence, la gestion des chaînes d'approvisionnement et des chaînes de valeur, la gestion des pertes après récolte, la mobilisation des pouvoirs publics et la gouvernance. Le PSPP est axé sur les bonnes pratiques de gestion des interventions d'urgence, sur la collecte de meilleures pratiques pour le ciblage des ménages et des communautés dans le cadre des activités de renforcement de la résilience, et sur l'autonomisation des femmes de façon à parvenir à des solutions durables contribuant à transformer les relations entre les sexes et tenant compte de la nutrition.

41. Le PAM considère le PSPP comme une occasion unique de traduire ses engagements en actes concrets, économiquement rationnels et réalisables, susceptibles d'améliorer les opérations et les initiatives de renforcement des capacités au cours des trois prochaines années. La mise en œuvre du PSPP offre la possibilité d'apporter un soutien au Gouvernement dans tous les domaines de la gouvernance, en jetant les bases d'un transfert progressif et durable des activités du PAM aux autorités nationales. Il offre aussi au PAM, au Gouvernement et aux partenaires les moyens de mieux comprendre les lacunes empêchant de parvenir à la sécurité alimentaire et à une bonne nutrition pour tous.
42. Le PAM aidera le Gouvernement à s'assurer que les résultats respectent les objectifs consistant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à accélérer la production agricole, à améliorer la commercialisation, le stockage et la transformation et à réduire les importations de produits alimentaires, comme indiqué dans le Programme accéléré de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement agricole durable de la Guinée (2016-2020). Cet appui sera fourni dans le cadre d'activités menées au titre des effets directs stratégiques 4 et 5, qui seront mises en œuvre en étroite collaboration avec un large éventail d'autres acteurs, dont des organismes des Nations Unies, des ONG nationales et internationales, des organisations de la société civile et des partenaires du secteur privé.
43. Le succès des activités d'alimentation scolaire menées par le PAM en Guinée et dans la région fait que le maintien de l'appui du PAM en faveur d'un programme d'alimentation scolaire durable est une priorité pour le Gouvernement. À travers le PSPP, le PAM vise à élargir la portée du programme afin de consolider les résultats obtenus s'agissant de la promotion de la consommation de produits alimentaires locaux et dans le cadre des activités d'éducation nutritionnelle destinées à encourager l'adoption d'habitudes alimentaires saines. À la demande du Gouvernement et des communautés locales, le programme d'alimentation scolaire viendra également en aide aux enfants d'âge préscolaire qui se trouvent dans les régions vulnérables ciblées disposant de cantines en état de fonctionner.
44. Il est important que les programmes soient mis en œuvre de façon à contribuer à la réalisation d'objectifs tenant compte de la nutrition et visant à faire évoluer les relations entre les sexes, qui aideront à élaborer des solutions nutritionnelles et des solutions au problème de la faim pérennes, innovantes et économiquement rationnelles.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

45. Au titre du PSPP, le PAM continuera de passer progressivement à des activités de renforcement de la résilience et d'amélioration des moyens d'existence qui bénéficient à tous les participants de manière équitable (effet direct stratégique 4) et sont adaptées aux conditions locales, comme cela avait été amorcé dans le PSPP de transition. Chaque fois que possible, des approches à dimension nutritionnelle (effet direct stratégique 3) seront suivies lors des activités menées par le PAM dans le cadre de la mise en œuvre d'interventions intégrées.
46. Compte tenu de la fragilité sociopolitique et des risques liés au climat dans le pays et la région, le PAM maintiendra la souplesse et la capacité d'adaptation nécessaires pour intervenir rapidement en cas de crises soudaines au moyen d'activités menées au titre de l'effet direct stratégique 2 (planification d'urgence).

47. Les activités seront conçues en collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires et en tenant compte des priorités nationales et des fonds disponibles, en se concentrant sur les zones géographiques prioritaires et les possibilités de convergence opérationnelle dans ces zones. Les activités conjointes font partie intégrante du PNUAD, dans lequel la priorité est donnée aux programmes communs et aux projets phares de concrétisation des ODD.
48. Pour combler les lacunes dans les capacités institutionnelles, humaines et financières à l'échelle nationale, un plan de renforcement des capacités du pays sera élaboré et mis en œuvre avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes majeures. Ce plan définira les domaines de collaboration et la marche à suivre dans la perspective des PSP futurs.
49. Les activités seront complétées par l'élaboration d'une stratégie de transition et de transfert des responsabilités, qui répertoria les lacunes dans les capacités et les besoins à combler à l'échelle nationale afin de faciliter la prise en main des programmes par le pays⁴⁶.
50. La responsabilité à l'égard des populations touchées, la promotion de l'égalité de genre, la protection des bénéficiaires et la prise en compte des conflits constituent des questions transversales applicables à l'ensemble des effets directs stratégiques. La politique de tolérance zéro du PAM en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles sera mise en œuvre. Le PAM cherchera à intégrer des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements ainsi que des considérations nutritionnelles, environnementales et sociales dans toutes ses activités, conformément à sa politique environnementale.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones ciblées, y compris les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire, ont accès à une nourriture suffisante et nutritive toute l'année

51. Dans le cadre du PSPP, le PAM procurera à 932 cantines scolaires une assistance ciblée consistant à fournir des repas nutritifs et à améliorer l'accès des enfants concernés à la nourriture pendant toute l'année scolaire. Dans certaines zones ciblées, l'assistance sera étendue aux enfants d'âge préscolaire et aux enfants vivant avec un handicap, si les comités scolaires et les parents le demandent. L'accès des filles à l'éducation sera favorisé par la distribution de rations à emporter afin d'encourager les intéressées à terminer le cycle primaire, de remédier aux inégalités entre les sexes sous-jacentes et de lutter contre le mariage précoce.

Domaine d'action privilégié

52. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

53. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires reçoivent des repas nutritifs adéquats et en temps voulu, y compris des aliments d'origine locale, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorisent la fréquentation scolaire et la poursuite des études.
 - Les filles scolarisées dans le cycle primaire reçoivent des rations à emporter qui favorisent la fréquentation scolaire et la poursuite des études.

⁴⁶ Cette stratégie consistera à transférer progressivement au Gouvernement la gestion et l'exploitation des bases logistiques du PAM constituant l'épine dorsale de la riposte au virus Ebola en Guinée.

- Les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires bénéficient du renforcement des capacités des partenaires gérant les activités d'alimentation scolaire, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir des repas nutritifs aux enfants inscrits dans les écoles maternelles et primaires, y compris des rations à emporter pour les filles, la priorité étant accordée aux achats locaux et au renforcement des capacités des partenaires, y compris au moyen d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et d'activités à dimension nutritionnelle dans le cadre d'approches d'alimentation scolaire utilisant la production locale

54. Le PAM continuera de fournir des repas chauds adéquats aux enfants d'âge scolaire dans les zones de forte insécurité alimentaire, en veillant à ce que les filles et les garçons ciblés aient accès à une nourriture saine tout au long de l'année scolaire. Les activités comprendront un meilleur accès à une énergie propre et sûre au moyen de l'initiative pour un accès sans risque au combustible et à l'énergie et des activités innovantes de gestion durable des écosystèmes en synergie avec d'autres acteurs de la gestion de l'environnement. Environ 150 000 écoliers du primaire, parmi lesquels 49 pour cent seront des filles, recevront une assistance dans 932 établissements. Pour contribuer à remédier aux disparités entre les sexes, 8 000 filles de CM2⁴⁷ recevront des rations à emporter dans les écoles équipées d'une cantine pour les inciter à achever le cycle d'enseignement primaire.
55. Dans les sept préfectures les plus vulnérables, 22 000 écoliers recevront des suppléments sous forme de micronutriments pour améliorer leur état nutritionnel et réduire la malnutrition. Le PAM fournira une assistance destinée à 2 000 enfants d'âge préscolaire dans les préfectures les plus exposées à l'insécurité alimentaire et où les taux de malnutrition sont élevés. La fourniture de l'assistance alimentaire aux enfants d'âge préscolaire est une innovation en Guinée, où l'éducation préscolaire est une priorité du Gouvernement et de ses partenaires. L'assistance sera distribuée dans des centres communautaires en partenariat avec l'UNICEF. En moyenne 50 enfants seront concernés dans chacun des 40 centres communautaires ciblés. Les centres se trouveront à proximité d'écoles équipées d'une cantine.
56. Dans 200 écoles environ, le PAM utilisera les transferts de type monétaire pour appuyer des activités tenant compte de la problématique femmes-hommes et visant à ouvrir des débouchés commerciaux aux petits producteurs au moyen d'achats locaux, de façon à fournir à 15 000 enfants (150 enfants en moyenne par établissement) divers aliments nutritifs produits localement, comme des légumes frais et des protéines animales. Cette activité est conçue pour relier les petits agriculteurs ciblés aux comités de gestion des cantines, afin d'accroître les disponibilités de produits alimentaires locaux et l'utilisation de ces produits, de stimuler l'économie locale, d'améliorer l'inclusion financière et d'augmenter les revenus des petits exploitants, de développer les paiements sous forme numérique, de renforcer la gouvernance des comités scolaires en matière d'achats et de contribuer de manière significative à la pérennisation des programmes et au transfert de leur responsabilité au pays ainsi qu'au maintien ou à l'amélioration de l'état nutritionnel des bénéficiaires. Le PAM travaillera en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UNICEF au renforcement des aspects liés à la production des programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et à l'élargissement de la portée de ces programmes à travers l'intégration d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et d'autres activités

⁴⁷ Les élèves de CM2 ont habituellement 12 ans.

de renforcement des capacités, notamment la diffusion de messages sur la bonne nutrition, l'assainissement et les pratiques susceptibles de promouvoir l'égalité des sexes.

Effet direct stratégique 2: Les populations touchées par une crise vivant dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises

57. Le PAM maintiendra son rôle de chef de file et ses capacités d'action dans les situations d'urgence au moyen d'activités de planification des interventions d'urgence de façon à aider les personnes les plus vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées, à subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels pendant les crises.

Domaine d'action privilégié

58. Cet effet direct stratégique est axé sur les interventions face aux crises.

Produits escomptés

59. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations touchées par une crise reçoivent en temps voulu une assistance alimentaire et nutritionnelle adéquate qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.
 - Les personnes touchées par une crise bénéficient d'activités adaptées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et contribuant à transformer les relations entre les sexes, qui améliorent les pratiques relatives à la nutrition.
 - Les personnes touchées par une crise reçoivent en temps voulu une assistance alimentaire pour la création d'actifs adéquate qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires tout en renforçant leurs moyens d'existence et leur résilience face aux chocs.
 - Les populations souffrant de malnutrition touchées par une crise reçoivent en temps voulu des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante pour prévenir et traiter la malnutrition.

Activité essentielle

Activité 2: Fournir aux populations touchées par une crise un ensemble intégré d'interventions d'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence, qui comprend des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, tenant compte de la problématique femmes-hommes et contribuant à transformer les relations entre les sexes ainsi qu'un appui aux moyens d'existence

60. En cas de situation d'urgence, le PAM fournira, pendant une période limitée, des vivres ou des transferts de type monétaire – sous la forme d'une assistance non assortie de conditions ou d'une assistance alimentaire pour la création d'actifs assortie de conditions aux fins de protection des moyens d'existence – pour subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels des personnes vulnérables touchées par une crise. La problématique femmes-hommes et les questions relatives à l'âge seront prises en compte dans la conception des activités, qui comprendront des initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. L'estimation du nombre de bénéficiaires de cette activité d'urgence est établie à partir d'interventions menées par le PAM lors de crises précédentes et sera revue au moyen de révisions du PSPP le cas échéant. Le PAM augmentera progressivement la part des transferts assortis de conditions afin de faciliter le redressement rapide et de contribuer à créer des actifs susceptibles de favoriser l'autosuffisance. Ces transferts compléteront les activités de renforcement des capacités conduites par le PAM dans les domaines de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence, du redressement et de la

gestion des chaînes d'approvisionnement à l'intention des partenaires nationaux au titre de l'effet direct stratégique 5.

61. Le PAM établira des plans d'urgence pour subvenir de manière équitable aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des personnes ciblées. Les plans prévoient des mesures visant à respecter l'engagement du PAM consistant à prévenir la violence fondée sur le genre ainsi que l'exploitation et les atteintes sexuelles, comme la mise en place et le suivi de mécanismes de réclamation et de remontée d'informations tenant compte de la problématique femmes-hommes, mécanismes qui aideront aussi le PAM et le système des Nations Unies à assurer la responsabilité à l'égard des populations touchées lors des interventions d'urgence.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, l'état nutritionnel des populations vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose et recevant un traitement, les personnes handicapées et les orphelins, s'améliore

62. Cet effet direct a pour but de maximiser l'impact des activités nutritionnelles en intégrant les questions de nutrition dans d'autres secteurs (agriculture, éducation) et en complétant l'action d'autres partenaires au moyen d'activités communautaires adaptées de communication sur la nutrition visant à faire évoluer la société et les comportements et contribuant à transformer les relations entre les sexes.

Domaine d'action privilégié

63. Cet effet direct stratégique est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

64. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes souffrant de malnutrition et les populations à risque reçoivent en temps voulu des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante pour prévenir et traiter la malnutrition.
 - Les personnes souffrant de malnutrition et les populations à risque bénéficient d'activités de communication ciblées visant à faire évoluer la société et les comportements, qui permettent d'améliorer leurs pratiques liées à la nutrition et contribuent à prévenir la malnutrition.
 - Les personnes souffrant de malnutrition et les populations à risque bénéficient du renforcement des capacités techniques dont disposent le Gouvernement et d'autres partenaires pour améliorer leur état nutritionnel.

Activité essentielle

Activité 3: Venir en aide aux bénéficiaires – femmes, hommes, filles et garçons de manière équitable – grâce à la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés et à la conduite de programmes intégrés comprenant des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et renforcer les capacités dont les partenaires disposent pour prévenir et traiter la malnutrition

65. Le PAM et le Ministère de la santé collaboreront avec les communautés, des ONG locales et les médias pour promouvoir l'amélioration des comportements en matière de nutrition au moyen de travaux de recherche formative, de l'élaboration de messages nutritionnels adaptés aux conditions locales et tenant compte de la problématique femmes-hommes, de séances d'information et de cours sur la bonne nutrition des nourrissons et des jeunes enfants, qui cibleront tous les membres des communautés. Le PAM assurera un approvisionnement régulier d'intrants destinés aux activités nutritionnelles, notamment des aliments nutritifs et des supports d'information sur la nutrition, et travaillera aux côtés de partenaires afin d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des directives

nationales et de contribuer au renforcement des capacités des partenaires coopérants. Pour donner suite aux constatations issues des dernières enquêtes en date sur la nutrition en Guinée, qui font apparaître que seulement 1,4 pour cent des enfants avaient une diversité alimentaire "acceptable" en 2016, des démonstrations culinaires seront organisées dans les dispensaires et les centres communautaires.

66. Le PAM mettra en œuvre un programme intégré de supplémentation alimentaire afin de fournir aux enfants de 6 à 23 mois des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir le retard de croissance. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et les activités d'apprentissage entre pairs porteront sur la promotion de régimes alimentaires sains pour les nourrissons et les jeunes enfants et cibleront les hommes et les garçons ainsi que les femmes et les filles. Elles fourniront des messages rappelant les bonnes pratiques d'hygiène et préconisant de partager plus équitablement les rôles et responsabilités des femmes et des hommes pour parvenir à une bonne nutrition. Le PAM travaillera avec ses partenaires dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'eau et de l'assainissement pour fournir aux bénéficiaires ciblés des activités complémentaires comprenant des actions à dimension nutritionnelle destinées à améliorer la sécurité alimentaire et à accroître les disponibilités d'aliments nutritifs.
67. Une supplémentation alimentaire généralisée sera assurée pendant trois à six mois pour faire face aux situations d'urgence et pendant les périodes de soudure, avec pour objectif de prévenir la malnutrition aiguë globale chez les jeunes enfants ainsi que chez les filles et les femmes enceintes ou allaitantes à risque, de préserver leur état nutritionnel et d'éviter l'augmentation des taux de mortalité parmi les personnes vulnérables.
68. En collaboration avec la Direction nationale de la santé scolaire et universitaire, la Direction nationale des cantines scolaires et les communautés, le PAM s'attaquera aux carences en micronutriments en fournissant aux enfants vulnérables des aliments enrichis et en veillant à ce que les bénéficiaires et les cuisiniers reçoivent une formation sur la meilleure façon de préparer ces produits. La formation sera complétée par des informations sur les bonnes pratiques en matière de nutrition, d'hygiène et de santé.
69. Le PAM s'emploiera à consolider les résultats obtenus dans le traitement de la malnutrition aiguë. Étant donné que la malnutrition augmente de manière exponentielle en milieu urbain, en particulier à Conakry⁴⁸, le PAM mènera une analyse détaillée dans des zones ciblées afin de bien comprendre les causes profondes de ce fléau, et répertoriera les similitudes et les différences entre hommes et femmes et entre groupes d'âge de façon à concevoir des interventions permettant de régler au mieux les problèmes relevés. Les besoins jugés hautement prioritaires seront traités au moyen d'une révision budgétaire.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2030, les populations en situation d'insécurité alimentaire et touchées par le changement climatique vivant dans les zones ciblées, y compris les petits exploitants, les jeunes et les femmes, bénéficient de moyens d'existence améliorés et de chaînes de valeur plus efficaces et plus inclusives

70. Le Gouvernement, le PAM et d'autres acteurs continueront de soutenir les petits exploitants vulnérables au moyen de pratiques de production plus résilientes, de chaînes de valeur inclusives et de meilleurs débouchés commerciaux pour leur permettre de générer des revenus, d'améliorer leurs moyens d'existence et d'atténuer les effets du changement climatique. Dans les zones agricoles fortement productives exposées à l'insécurité alimentaire, le PAM contribuera à améliorer l'accès aux marchés pour 47 000 membres de groupements de petits exploitants, parmi lesquels 80 pour cent seront des femmes, et pour

⁴⁸ PAM et autres. 2018. *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition – République de Guinée* (décembre 2018). Voir: <https://reliefweb.int/report/guinea/guin-e-analyse-globale-de-la-vuln-rabilit-de-la-s-curit-alimentaire-et-de-la-nutrition>.

5 296 petits exploitants travaillant dans les domaines de la collecte, du stockage, de la transformation et du transport du riz étuvé, parmi lesquels 85 pour cent seront des femmes.

Domaine d'action privilégié

71. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

72. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les petit(e)s exploitant(e)s ciblé(e)s reçoivent un appui technique pour entretenir et remettre en état des actifs et ont accès à des services financiers pour améliorer leurs moyens d'existence et renforcer des systèmes alimentaires résilients face au climat.
- Les petit(e)s exploitant(e)s ciblé(e)s reçoivent un appui technique pour améliorer la manutention et la transformation des aliments et accéder à des débouchés commerciaux, notamment dans le cadre d'interventions d'alimentation scolaire classiques ou utilisant la production locale et des relations mises en place avec des entreprises locales de transformation des aliments.

Activité essentielle

Activité 4: Fournir aux groupes ciblés un appui aux moyens d'existence résilients face au climat, qui permet d'accroître et de diversifier de manière durable leur rôle le long de la chaîne de valeur, renforce leur accès aux marchés, notamment dans le cadre d'interventions d'alimentation scolaire classiques ou utilisant la production locale, et améliore la manutention et la transformation des aliments

73. Le PAM collaborera avec le Ministère de l'agriculture, la FAO, le Fonds international de développement agricole et d'autres partenaires afin de fournir, principalement aux femmes et aux jeunes, une assistance technique permettant d'accéder à des marchés stables et rentables fonctionnant correctement. Il s'agira notamment de travailler aux côtés de partenaires d'exécution locaux, du Gouvernement et d'autorités décentralisées au renforcement des capacités organisationnelles et techniques et des capacités concourant à la résilience de façon à améliorer la production végétale, la transformation ainsi que la sécurité sanitaire et le contrôle de la qualité des aliments.
74. En collaboration avec des partenaires locaux, le PAM renforcera les capacités et les possibilités dont disposent les petits exploitants, en particulier les femmes, pour fournir des produits alimentaires dans le cadre d'activités d'alimentation scolaire, et créera un modèle pérenne d'achats institutionnels reliant les petits exploitants aux marchés afin d'accroître les disponibilités de produits alimentaires locaux et d'encourager leur utilisation. La résilience face aux perturbations saisonnières sera renforcée au moyen de cours d'alphabétisation fonctionnelle et de formations permettant d'acquérir des compétences de base en matière de comptabilité et d'organisation pour gérer des coopératives. Des activités en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'adaptation au changement climatique seront également prévues.
75. Les interventions menées dans les zones ciblées permettront de réduire les pertes après récolte dans les exploitations, d'expérimenter des innovations, comme les silos hermétiques et les pratiques efficaces de manutention après récolte, et d'améliorer les services de manutention et de transport des produits alimentaires. Le PAM recherchera des modalités contractuelles permettant d'inclure un plus grand nombre de petits exploitants et les moyens d'intégrer des produits autres que le riz dans les chaînes de valeur, comme les haricots, le maïs et l'huile de palme.

76. Les activités comprendront: la remise en état et la création d'actifs communautaires productifs; la diversification des services et des débouchés favorables aux petits exploitants, qui découlent du programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale, ainsi que l'amélioration de l'accès à ces services et débouchés; et l'exploitation de la chaîne d'approvisionnement pour renforcer l'intégration et l'optimisation des marchés locaux.

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2030, les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour concevoir et utiliser des systèmes de gestion en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe

77. Le PAM collaborera avec le Gouvernement et les partenaires afin de renforcer les capacités nécessaires au niveau national, infranational et communautaire pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes inclusifs et équitables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en fournissant un appui technique et des cours de formation. Toutes les activités menées au titre de cet effet direct stratégique sont liées à celles décrites dans les autres effets directs stratégiques et les complètent.

Domaine d'action privilégié

78. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produit escompté

79. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient du renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et d'améliorer leurs moyens d'existence.

Activité essentielle

Activité 5: Appuyer le renforcement des capacités des institutions nationales et d'autres partenaires, y compris dans le cadre de la coopération Sud-Sud, afin de leur permettre de concevoir et d'utiliser des systèmes de gestion concernant la protection sociale, la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence, les risques de catastrophe, les pertes après récolte et les chaînes d'approvisionnement pour réaliser les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

80. Le PAM mènera une étude de référence afin de déterminer les besoins de renforcement des capacités du Gouvernement et des ONG partenaires de façon à définir l'orientation stratégique à suivre pour collaborer avec les institutions nationales dans les domaines de la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la protection sociale et de la gestion des risques de catastrophe de manière équitable et inclusive.
81. Le PAM et le Gouvernement concevront et mettront en œuvre une stratégie de transition progressive fondée sur les résultats obtenus au moyen de l'initiative relative à l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER)⁴⁹ et tenant compte des recommandations issues de l'évaluation décentralisée du programme de pays du PAM et du PSPP de transition. La stratégie privilégiera la mise en place d'un programme national d'alimentation scolaire et les activités de plaidoyer en faveur de l'adoption de la politique nationale en matière d'alimentation scolaire par l'assemblée nationale.
82. Le PAM veillera à ce que les activités de renforcement des capacités à l'intention des populations touchées par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et le changement climatique – y compris les petits exploitants, et en particulier les femmes et les jeunes – continuent de faire partie intégrante de toute l'assistance fournie, de sorte que les

⁴⁹ SABER est un outil d'évaluation des lacunes institutionnelles et opérationnelles du système d'éducation.

personnes concernées voient leurs capacités renforcées de manière équitable et soient à même de contribuer à la pérennisation de leurs moyens d'existence et de leur sécurité alimentaire.

83. Le PAM collaborera avec des institutions gouvernementales pour améliorer la préparation et l'intervention institutionnelles en cas de situation d'urgence en appuyant la conception et la mise en œuvre de plans d'urgence nationaux et en mettant à jour l'évaluation par ses services de la capacité logistique du pays pour contribuer aux évaluations nationales des besoins de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. Le PAM continuera de mettre en œuvre des initiatives SOLVE afin de renforcer les capacités en collaboration avec le Ministère de la santé. Les services seront assurés dans le cadre de l'approche "Unis dans l'action" des Nations Unies, en donnant la priorité aux 40 communes de convergence actuellement en place en Guinée⁵⁰.
84. Le PAM collaborera avec le Gouvernement, la Banque mondiale, l'UNICEF et l'Organisation internationale du Travail afin de rechercher des moyens efficaces et économiquement rationnels de travailler en partenariat pour mettre en œuvre la politique nationale de protection sociale nouvellement approuvée. Il s'agira notamment d'apporter des compétences en vue d'élaborer un registre social unifié, d'améliorer la coordination institutionnelle et de renforcer les capacités en matière d'analyse de la vulnérabilité, de ciblage et de gestion des risques de catastrophe. Le PAM travaillera aux côtés de partenaires pour déterminer les lacunes dans les connaissances là où il est le plus à même de fournir une assistance technique.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

85. Le PAM et le Gouvernement concevront et mettront en œuvre une stratégie de transition consistant à passer de l'assistance alimentaire directe à un appui et à un partenariat plus techniques, de façon à faciliter le transfert progressif aux autorités nationales des programmes d'alimentation scolaire, de l'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants, des initiatives de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et de la gestion des chaînes d'approvisionnement. Le PAM continuera d'élaborer des systèmes destinés aux enquêtes annuelles sur la sécurité alimentaire et la nutrition et d'autres activités de suivi, en matière de sécurité alimentaire par exemple. Les PSP futurs s'appuieront sur ce socle pour consolider l'appui technique, avec pour but de mettre en place des initiatives dirigées par le Gouvernement.
86. Le PAM se concentrera sur le renforcement des capacités dont les petit(e)s exploitant(e)s disposent pour gérer les chaînes de valeur de leurs produits, ce qui contribuera à leur résilience et à leur autosuffisance et à l'amélioration de la production agricole, du stockage, de la transformation et de la commercialisation. L'appui comprendra le renforcement des compétences en lecture, en calcul et en gestion afin de promouvoir une inclusion financière équitable, ainsi que la fourniture d'intrants visant à améliorer la production de légumes et la transformation du riz et à contribuer à la pérennisation des résultats, à la résilience, à l'inclusion et à l'autonomisation.
87. Des activités visant à faciliter le transfert des programmes au pays favoriseront les partenariats dans un large éventail de secteurs, parmi lesquels la santé, l'éducation, l'agriculture, l'environnement, la protection sociale et la finance, afin d'augmenter équitablement les possibilités de subsistance des femmes et des hommes de tous âges. Les services assurés comprendront l'accès à des programmes de protection sociale et de santé tenant compte de la problématique femmes-hommes, qui répondent aux besoins et priorités des femmes et des hommes ciblés, dans toute leur diversité, et seront conçus de

⁵⁰ Le modèle de communes de convergence destiné à renforcer la résilience des communautés a été élaboré au Niger avec l'appui d'organismes des Nations Unies.

façon à bénéficier aux personnes vulnérables vivant avec le VIH, la tuberculose ou un handicap.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ^a						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	Alimentation scolaire	73 500	76 500	-	-	150 000
	Rations à emporter	7 649	-	-	-	7 649
	Achats locaux	7 350	7 650	-	-	15 000
	Enrichissement des repas scolaires (micronutriments en poudre)	10 780	11 220	-	-	22 000
	Alimentation préscolaire	998	1 038	-	-	2 036
2	Assistance aux populations touchées par une crise	3 060	2 940	4 590	4 410	15 000
3	Traitement de la malnutrition aiguë modérée - enfants	18 480	14 520	-	-	33 000
	Traitement de la malnutrition aiguë modérée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	-	-	24 000	-	24 000
	Personnes sous traitement antirétroviral	-	-	5 265	4 860	10 125
	Ménages des personnes sous traitement antirétroviral	10 632	6 076	18 729	15 188	50 625
	Personnes sous traitement sous surveillance directe	-	-	780	720	1 500
	Ménages des personnes sous traitement sous surveillance directe	1 575	900	2 775	2 250	7 500
	Prévention du retard de croissance	6 800	8 200	-	-	15 000
	Prévention de la malnutrition aiguë (supplémentation alimentaire généralisée) - enfants	7 650	7 350	-	-	15 000
	Prévention de la malnutrition aiguë (supplémentation alimentaire généralisée) - filles et femmes enceintes ou allaitantes	-	-	15 000	-	-
Traitement de la malnutrition aiguë modérée - enfants handicapés	1 040	960	-	-	2 000	

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ^a						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
4	Achats locaux auprès de petits exploitants	-	-	4 500	796	5 296
	Culture maraîchère et production de légumes	-	-	37 600	9 400	47 000
Total^b		124 585	117 634	107 194	32 044	381 457

^a Les filles et les garçons sont les bénéficiaires de moins de 18 ans.

^b Sans chevauchement.

88. *Effet direct stratégique 1.* Les domaines prioritaires d'intervention sont définis au moyen d'un indicateur composite qui mesure le niveau d'insécurité alimentaire, le taux brut de scolarisation, le taux brut d'achèvement des études et la prévalence de la malnutrition chronique. Les membres des ménages recevant des transferts de vivres et des transferts de type monétaire destinés aux filles de CM2 qui viennent en classe sont des bénéficiaires indirects. Le renforcement des capacités des fonctionnaires gouvernementaux et des communautés vise à pérenniser les activités d'alimentation scolaire.
89. *Effet direct stratégique 2.* Une analyse et une cartographie de la vulnérabilité seront menées pour déterminer les zones de vulnérabilité dans l'ensemble du pays. Les outils d'évaluation du PAM seront utilisés pour identifier les ménages vulnérables, en prêtant une attention particulière aux vulnérabilités liées au sexe, à l'âge et aux handicaps et à la crise à l'origine de l'intervention du PAM. Les bénéficiaires seront enregistrés au moyen de la plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE).
90. *Effet direct stratégique 3.* Les parents, les grands-parents et autres membres des ménages ciblés comptant des jeunes enfants et des enfants scolarisés, les responsables communautaires, les groupements de femmes, les associations de jeunes et les chefs religieux recevront des messages sur les bonnes pratiques de nutrition traduits dans les langues locales. Les critères de ciblage seront définis conjointement avec le Gouvernement et d'autres partenaires. Pendant la période couverte par le PSP, 162 132 bénéficiaires seront aidés au total: 57 477 seront des femmes et 16 698 des hommes de plus de 18 ans, et 35 452 seront des filles et 52 505 des garçons de moins de 18 ans.
91. *Effet direct stratégique 4.* L'analyse de la vulnérabilité servira à identifier les personnes remplissant les critères pour bénéficier d'un soutien au titre de cet effet direct stratégique. Les critères retenus sont le potentiel de production, l'adoption d'innovations, l'existence de cantines scolaires et le niveau attendu de soutien de la part de la communauté.
92. Des analyses participatives par sexe et par âge seront utilisées pour le ciblage dans le cadre de tous les effets directs stratégiques pour s'assurer que les femmes, les hommes, les filles et les garçons en bénéficient équitablement et que les besoins spécifiques des groupes vulnérables sont pris en compte.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ																	
	Effet direct stratégique 1				Effet direct stratégique 2					Effet direct stratégique 3						Effet direct stratégique 4	
	Activité 1				Activité 2					Activité 3						Activité 4	
	Enfants d'âge scolaire	Enfants d'âge préscolaire	Rations à emporter	Transferts de type monétaire	Distributions générales de vivres	Supplémentation alimentaire généralisée - enfants	Supplémentation alimentaire généralisée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	Malnutrition aiguë modérée - enfants de moins de 5 ans	Malnutrition aiguë modérée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	Malnutrition aiguë modérée - enfants de moins de 5 ans	Malnutrition aiguë modérée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	Personnes sous traitement antirétroviral/traitement sous surveillance directe	Ménages	Supplémentation alimentaire généralisée - enfants	Supplémentation alimentaire généralisée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	Prévention du retard de croissance - Enfants de moins de 5 ans	Transferts de type monétaire
	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Céréales	150				400								200				
Légumes secs	30				60								60				
Huile	10		75		25		25		25		25	25	25		25		
Sel	3				5								5				
Sucre																	
SuperCereal							250		250		250	250			250		
SuperCereal Plus		100						200		200							
Plumpy'Doz						47								47		47	

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ																	
	Effet direct stratégique 1				Effet direct stratégique 2					Effet direct stratégique 3							Effet direct stratégique 4
	Activité 1				Activité 2					Activité 3							Activité 4
	Enfants d'âge scolaire	Enfants d'âge préscolaire	Rations à emporter	Transferts de type monétaire	Distributions générales de vivres	Supplémentation alimentaire généralisée - enfants	Supplémentation alimentaire généralisée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	Malnutrition aiguë modérée - enfants de moins de 5 ans	Malnutrition aiguë modérée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	Malnutrition aiguë modérée - enfants de moins de 5 ans	Malnutrition aiguë modérée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	Personnes sous traitement antirétroviral/traitement sous surveillance directe	Ménages	Supplémentation alimentaire généralisée - enfants	Supplémentation alimentaire généralisée - filles et femmes enceintes ou allaitantes	Prévention du retard de croissance - Enfants de moins de 5 ans	Transferts de type monétaire
	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Micronutriments en poudre	0,4																
Total kcal/jour	653	401	663		1 710			802		802	1 168	1 168	1 007	264	1 168	264	
% kcal d'origine protéique	7,1	18,1	0		6,9			18,1		18,1	14,9	14,9	12,9	8,6	14,9	8,6	
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)				0,2									0,26				0,44
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	180	180	90	90	90	60	180	60	180	180	180	180	180	432*	180

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	14 220	6 539 793
Légumes secs	2 795	2 121 230
Huile et matières grasses	1 516	1 106 798
SuperCereal	3 368	3 207 692
Autres	272	135 163
Total (produits alimentaires)	22 171	13 110 675
Transferts de type monétaire		3 336 917
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	22 171	16 447 592

93. Les rations à emporter et les rations destinées aux activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs sont composées à partir des normes du PAM, des déficits de consommation alimentaire et des habitudes des communautés. Les rations destinées aux interventions nutritionnelles sont conformes aux directives du PAM en matière de nutrition et aux protocoles nationaux relatifs à la nutrition. Le choix de recourir aux transferts de type monétaire sera guidé par les critères d'efficacité, d'efficience, d'équité, d'économie et de sécurité. Les transferts de type monétaire auront la même valeur sur le marché que les transferts quotidiens sous forme de produits alimentaires. Une évaluation intégrant une analyse par sexe et par âge sera menée pour déterminer les modalités de transfert, les préférences des bénéficiaires, les questions de protection, les risques, les facteurs saisonniers, le rapport coût-efficacité et l'évolution des prix.
94. Le programme d'alimentation scolaire fournira des repas chauds composés de céréales, de légumes secs, d'huile et de sel iodé, complétés par des produits locaux. Les filles de CM2 recevront une ration mensuelle à emporter si elles sont venues en classe au moins 80 pour cent des jours d'école.
95. En cas d'intervention d'urgence, le PAM fournira aux populations touchées une assistance intégrée comprenant des céréales, des légumes secs, de l'huile, du SuperCereal et du sel, ou des transferts de type monétaire d'une valeur équivalente. Pour prévenir la malnutrition chez les personnes touchées par une crise, le PAM distribuera 200 grammes par jour de SuperCereal Plus aux enfants de 6 à 59 mois, et 250 grammes de SuperCereal ainsi que 25 grammes par jour d'huile aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes et aux personnes vivant avec le VIH. Une assistance alimentaire à court terme pour la création d'actifs sera fournie aux ménages ciblés se relevant de crises pour les aider à rétablir leurs moyens d'existence.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

96. Compte tenu de l'accent mis dans le PSPP sur le renforcement des capacités, les premières étapes de sa mise en œuvre consisteront à mener des analyses des parties prenantes et des capacités, à adapter les effets directs si nécessaire et à déterminer les besoins en capacités. La conception et la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités du pays auront lieu pendant la deuxième et la troisième année. Le PAM privilégiera les activités destinées à faciliter l'élaboration d'un programme national d'alimentation scolaire viable, pérenne et tenant compte de la problématique femmes-hommes. Ce programme offrira un

point de départ possible aux approches axées sur les personnes visant à développer les compétences en gestion, de façon à mettre en place des chaînes de valeur viables, qui seront renforcées et soutenues par le Gouvernement et qui favoriseront un accès équitable aux services de base.

97. Le PAM facilitera les échanges de savoir-faire et puisera dans les solutions innovantes au problème de la faim mises en place dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Il s'agira notamment d'instaurer et de développer une collaboration viable et économiquement rationnelle: avec le Centre d'excellence du PAM au Brésil pour la lutte contre la faim, sur les initiatives d'alimentation scolaire utilisant la production locale; avec le Centre d'excellence du PAM en Chine pour la transformation rurale, sur le renforcement des capacités des petits exploitants et le développement des chaînes de valeur; et avec le nouveau Centre d'excellence en Côte d'Ivoire, sur la lutte contre les pertes après récolte.
98. Des moyens de parvenir à l'excellence seront recherchés en collaboration avec l'Union africaine et à travers le programme continental d'alimentation scolaire du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et aux côtés de la Global Child Nutrition Foundation. Parmi les autres domaines de collaboration, on citera les échanges avec les centres des connaissances et des opérations après récolte du PAM qui se trouvent en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda. Des voyages d'étude seront organisés dans la région d'Afrique de l'Ouest à l'intention de groupements de femmes s'occupant d'étuver le riz pour leur enseigner des techniques améliorées et leur permettre de rencontrer des artisans fabriquant du matériel et des outils d'étuvage. Des partenariats renforcés noués avec des instituts nationaux de recherche et des établissements d'enseignement supérieur contribueront à transposer à plus grande échelle et à consolider les activités existantes.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

99. Le PAM optimisera l'efficacité des chaînes d'approvisionnement destinées à son assistance alimentaire en nature et renforcera cette efficacité au moyen d'activités utilisant des transferts de type monétaire. Le personnel du PAM chargé des chaînes d'approvisionnement facilitera la collaboration des écoles avec les fournisseurs locaux, mènera une évaluation de l'approvisionnement des commerces locaux, établira des plans destinés au secteur du détail et renforcera les capacités de ce dernier. Il travaillera aux côtés de fournisseurs locaux au renforcement du suivi de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments ainsi que de la gestion des installations de stockage, de manière à assurer la continuité des approvisionnements et de partager l'information, notamment concernant les prix sur les marchés.
100. Le PAM poursuivra la mise en œuvre de son plan d'achat, recherchera des modalités contractuelles innovantes au niveau local qui associent les petits exploitants, mettra en place des sites de stockage et organisera des cours de formation à la gestion du stockage afin de réduire les pertes après récolte et d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments. Il s'agira notamment de relier les petits agriculteurs aux activités d'achats locaux du PAM et de partager l'information concernant les marchés afin de faciliter les achats institutionnels et commerciaux pour ces petits agriculteurs.
101. Le PAM développera son appui au renforcement des capacités des institutions gouvernementales et des partenaires par différents moyens: en tirant parti de son expérience acquise dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès pour appuyer le programme national d'alimentation scolaire; en améliorant la gestion du stockage et de la qualité des aliments dans les écoles, dans d'autres institutions, au sein des organisations d'agriculteurs et par les petits exploitants et d'autres personnes; en améliorant le stockage,

les chaînes du froid, les capacités techniques et la gestion du parc automobile aux côtés de la Pharmacie centrale de Guinée; en renforçant la préparation institutionnelle aux situations d'urgence, notamment en actualisant ses propres évaluations des capacités logistiques du pays et en collaborant avec le Gouvernement pour évaluer les chaînes d'approvisionnement nationales; et en fournissant des simulations et des cours de formation sur la chaîne d'approvisionnement humanitaire, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et d'autres partenaires et à travers l'initiative des 40 communes de convergence lorsque cela sera possible.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

102. Les effectifs actuels du bureau de pays seront adaptés pour faciliter la réalisation des objectifs énoncés dans le PSP, qui sont axés sur la fourniture d'une assistance technique destinée aux homologues nationaux. La structure des effectifs du bureau de pays a été adaptée aux besoins du PSPP tout en respectant les objectifs de parité entre les sexes et la bonne application des modalités contractuelles.
103. Le perfectionnement du personnel est une priorité du bureau de pays. Des investissements sont consentis dans la mise en œuvre d'une stratégie d'apprentissage et de perfectionnement visant à renforcer les capacités de l'équipe de pays et à s'assurer que le personnel peut s'adapter de manière efficiente et efficace à l'évolution du rôle du PAM en Guinée. Une stratégie de renforcement des capacités destinée aux homologues gouvernementaux, aux partenaires et aux bénéficiaires a aussi été élaborée. Elle intègre des activités de coopération Sud-Sud destinées à faciliter le transfert des responsabilités au Gouvernement et aux communautés et la gestion des programmes du PAM.
104. Lorsque cela sera nécessaire, le bureau de pays enverra, dans le cadre de contrats de courte durée, des experts techniques spécialisés dans différents domaines: systèmes alimentaires durables; sécurité sanitaire des aliments; gestion des pertes après récolte; technologie alimentaire; analyse et développement des chaînes de valeur; analyse sous l'angle de la problématique femmes-hommes, de l'âge et du handicap; et programmation. Le bureau de pays optimisera le recours aux missions techniques et à l'assistance spécialisée fournie par les centres d'excellence, le Siège et le bureau régional pour faire avancer la réalisation des objectifs du PSPP.
105. Depuis 2018, le PAM a mis en œuvre un programme national de mentorat visant à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes de façon à permettre à des jeunes femmes diplômées des universités guinéennes d'accéder à des stages dans tous les domaines techniques dont relèvent les opérations menées par le bureau de pays.

4.5 Partenariats

106. Le PAM travaillera en collaboration avec les partenaires suivants: Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, Ministère de la santé, Ministère de l'agriculture, Ministère de l'action sociale, de la promotion féminine et de l'enfance, Ministère de l'environnement, des eaux et forêts, Ministère de la jeunesse et de l'emploi jeune et Ministère du commerce; Institut national de la statistique; Service national d'action humanitaire; autorités régionales, préfectorales et sous-préfectorales; et certaines ONG s'occupant d'éducation et de santé. Le PAM travaillera aux côtés des autorités régionales et locales et des groupements de la société civile à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des activités.
107. Le PAM continuera de collaborer avec les autres organismes ayant leur siège à Rome dans le cadre des activités menées au titre de l'effet direct stratégique 4 et cherchera des synergies supplémentaires avec le Gouvernement à travers les activités de renforcement des capacités conduites au titre de l'effet direct stratégique 5. Les activités conjointes menées pour réaliser des effets directs collectifs avec l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population,

l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres partenaires s'appuieront sur les initiatives SUN et contribueront à la convergence géographique des activités entre les différents acteurs. Les effets du changement climatique seront atténués au moyen de l'initiative pour un accès sans risque au combustible et à l'énergie dans le cadre de l'activité 1, et des synergies seront recherchées avec le PNUD, qui est l'organisme chef de file dans le domaine du changement climatique dans le pays.

108. Le PAM peut compter sur un large éventail d'ONG partenaires et s'efforce de trouver de nouveaux partenariats et des partenariats plus efficaces avec les groupements de la société civile, le but étant de renforcer les capacités d'organisations locales telles que les comités de gestion des écoles et les groupements de femmes dans les domaines de la production et de l'éducation nutritionnelle.
109. La coopération Sud-Sud sera renforcée au moyen de visites d'échange avec les gouvernements de pays de la région ayant accompli des progrès significatifs dans la conduite de programmes d'alimentation scolaire.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

110. Le bureau de pays mettra au point un plan de suivi, d'examen et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la dimension nutritionnelle pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des effets directs et contribuer à l'apprentissage et au respect de l'obligation redditionnelle. Ce plan visera à combler les lacunes actuelles dans les données relatives aux différences d'impact de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sur les femmes et les hommes à l'échelle nationale et mondiale. Des données au niveau des individus, des ménages et des communautés seront recueillies et ventilées par sexe, par âge et par degré de vulnérabilité, les constatations étant communiquées par l'intermédiaire de l'outil institutionnel COMET de suivi et d'évaluation en ligne, des rapports annuels par pays et du marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes, outil interne au PAM. Les modifications apportées aux programmes s'appuieront sur les constatations issues du suivi, en particulier du suivi régulier des processus.
111. Le PAM utilisera son savoir-faire dans les domaines du suivi et de l'évaluation, de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, de la numérisation des données relatives aux programmes de filets de sécurité et de protection sociale, et d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre de sa collaboration avec le Gouvernement afin de mieux faire comprendre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Des études de référence, des enquêtes de suivi et des analyses thématiques seront prévues, inscrites au budget et menées pendant la période de mise en œuvre du PSPP, et feront partie intégrante du système de suivi.
112. La stratégie du PAM en matière de suivi et d'évaluation destinée au PSPP décrira clairement la nature de la collaboration à entreprendre avec chaque partenaire ainsi que la façon dont les données relatives aux différents indicateurs définis dans le cadre logique seront recueillies et présentées. Des initiatives de renforcement des capacités du Gouvernement en matière de suivi et d'évaluation faciliteront le transfert progressif du suivi à celui-ci et à ses partenaires, le PAM assurant le contrôle de la qualité.
113. Les mécanismes de réclamation et de remontée d'informations seront renforcés afin de faciliter le suivi des problèmes et des plaintes communiqués par les bénéficiaires et les partenaires d'exécution du PAM. Outre le suivi qualitatif assuré par le PAM ou dans le cadre de missions conjointes avec les homologues nationaux, les ONG et les établissements universitaires, des données seront collectées au moyen d'appareils mobiles (smartphones

et tablettes) en utilisant des questionnaires harmonisés adaptés par l'unité du bureau de pays chargée des programmes.

114. Le bureau de pays mènera une évaluation décentralisée des activités de renforcement des capacités en 2021 afin de répondre aux besoins en matière d'apprentissage et de reddition de comptes et de guider la conception du prochain PSP.

5.2 Gestion des risques

115. Le bureau de pays dispose d'un registre des risques et d'un plan de préparation qui sont actualisés régulièrement conformément à la politique du PAM en matière de gestion globale des risques. Il s'assurera que la gestion des risques est intégrée dans toutes les interventions planifiées, afin d'atténuer les risques pour ses opérations et de faciliter l'adaptation à l'évolution de la situation.

Risques stratégiques

116. Les troubles sociopolitiques pourraient avoir des répercussions sur le personnel et influencer sur les opérations. Une flambée des cours internationaux des produits alimentaires ou un regain d'instabilité politique pourrait provoquer des tensions sociales internes et perturber les activités du PAM. Les élections à venir, notamment l'élection présidentielle de 2020, font craindre des troubles sociopolitiques. Le chargé de la sécurité au sein du bureau de pays surveillera la situation de près afin de s'assurer que le bureau est prêt et de déterminer les mesures d'atténuation permettant de préserver la continuité des opérations. La défiance à l'égard des approches visant à faire évoluer les relations entre les sexes pourrait aussi influencer sur les résultats. Le bureau de pays se préparera à affronter et à gérer les crises dans le cadre de l'activité 2 menée au titre de l'effet direct stratégique 2.
117. Devant les difficultés liées à la mobilisation des ressources, le bureau de pays adaptera le budget du PSPP de manière à répondre aux priorités actuelles et émergentes, et recherchera des sources non habituelles de financement dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Pour faire face aux risques de mauvaise coordination, de fragmentation et de chevauchement des institutions nationales et de leurs activités, le PAM mettra de plus en plus l'accent sur l'appui technique et le renforcement des capacités. L'inadéquation des capacités techniques et de l'engagement financier nécessaires pour obtenir des effets directs en faveur de l'égalité des sexes pourrait compromettre la réalisation de résultats pérennes.

Risques opérationnels

118. Les risques opérationnels sont notamment la distribution de produits non conformes aux normes internationales de qualité et l'exploitation des bénéficiaires, sexuellement ou autrement. Le registre des risques du bureau de pays continuera à guider les actions de préparation et d'atténuation des risques. Le PAM travaillera avec le Gouvernement pour déterminer les lacunes et développer les capacités des homologues gouvernementaux et des partenaires selon les besoins.

Risques fiduciaires

119. Les risques fiduciaires sont principalement liés à la fraude et à la corruption, et comprennent notamment le risque de détournement de l'assistance alimentaire vers les marchés locaux.
120. Les contrôles internes et externes et les processus d'apprentissage seront renforcés par l'application de procédures de gestion des risques et de mesures d'atténuation. Le bureau de pays applique les normes minimales de sécurité opérationnelle et fait partie du système de sécurité commun des Nations Unies, dont le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est le coordonnateur.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)					
Effet direct stratégique	Année 1 (6 mois)	Année 2	Année 3	Année 4 (6 mois)	Total
1	2 534 495	7 098 101	7 253 882	4 907 034	21 793 512
2	185 739	226 415	228 018	196 713	836 885
3	2 015 117	3 254 055	3 250 098	1 335 165	9 854 435
4	1 007 778	1 418 713	1 603 968	1 340 808	5 371 267
5	331 203	813 998	962 416	338 857	2 446 474
Total	6 074 331	12 811 282	13 298 381	8 118 577	40 302 571

121. Le budget du PSPP pour 2019-2022 s'élève à 40,3 millions de dollars et a été estimé à partir des dépenses effectuées dans le cadre du PSPP de transition. Les coûts de mise en œuvre devraient passer de 14 pour cent à 24 pour cent des coûts totaux afin de couvrir les coûts opérationnels du bureau de pays et des cinq bureaux auxiliaires ainsi que les dépenses engagées sur le terrain liées à la transposition à plus grande échelle des activités de suivi dans un contexte où il n'existe pas de données fiables et où le PAM dispose de peu de partenaires d'exécution. Les dépenses de suivi comprendront les dépenses liées aux technologies de l'information.
122. Lors de l'affectation des ressources, le PAM donnera la priorité aux interventions visant à sauver des vies. Si les exigences des donateurs, les niveaux de contribution et la situation du pays le permettent, priorité sera donnée aux interventions s'attaquant aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et contribuant à renforcer la résilience au titre des effets directs stratégiques 1, 4 et 5.

6.2 Perspectives de financement

123. Le niveau du budget du PSPP correspond à la capacité dont le bureau de pays dispose pour mobiliser des ressources, et lui permettra de mettre en œuvre des activités de renforcement de la résilience et de transférer ainsi progressivement ses activités entre les mains du Gouvernement. Les domaines dans lesquels le PAM prévoit d'intervenir sont conformes aux intérêts des donateurs, ce qui facilite les efforts déployés par le PAM pour lever les fonds nécessaires à ses activités. Des donateurs habituels maintiennent leur soutien en faveur des programmes d'alimentation scolaire et de nutrition, et les prévisions semblent indiquer que les fonds seront suffisants pour couvrir la première année du PSPP, y compris les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 3. Le bureau de pays respectera l'engagement consistant à allouer 15 pour cent des fonds à la recherche d'une plus grande égalité des sexes. Toutes les activités budgétisées contribueront grandement à l'égalité des sexes et au renforcement des capacités.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

124. Une stratégie de mobilisation des ressources a été élaborée. Des difficultés demeurent dans ce domaine, toutefois, car la plupart des fonds reçus par le bureau de pays sont destinés aux interventions d'urgence. Le PAM s'emploiera à y remédier en adaptant le budget en fonction de l'évolution des priorités, et recherchera de nouvelles sources de financement dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISoire ÉTABLI POUR LA GUINÉE (2019-2022)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones ciblées, y compris les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire, ont accès à une nourriture suffisante et nutritive toute l'année

Catégorie d'effet direct
correspondante: maintien/amélioration
de l'accès des individus et des ménages
à une alimentation suffisante

Tient compte de la
nutrition

Domaine d'action privilégié: Renforcement
de la résilience

Hypothèses

Il n'y a pas de troubles sociopolitiques (conflits post-électorales, grèves)

Les ressources sont disponibles en temps voulu

Indicateurs d'effet direct

Ratio filles/garçons

Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études (nouveau)

Activités et produits

1. Fournir des repas nutritifs aux enfants inscrits dans les écoles maternelles et primaires, y compris des rations à emporter pour les filles, la priorité étant accordée aux achats locaux et au renforcement des capacités des partenaires, y compris au moyen d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et d'activités à dimension nutritionnelle dans le cadre d'approches d'alimentation scolaire utilisant la production locale (Repas scolaires)

Les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires bénéficient du renforcement des capacités des partenaires gérant les activités d'alimentation scolaire, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires reçoivent des repas nutritifs adéquats et en temps voulu, y compris des aliments d'origine locale, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorisent la fréquentation scolaire et la poursuite des études (A: Ressources transférées)

Les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires reçoivent des repas nutritifs adéquats et en temps voulu, y compris des aliments d'origine locale, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorisent la fréquentation scolaire et la poursuite des études (N*: Alimentation scolaire assurée)

Les filles scolarisées dans le cycle primaire reçoivent des rations à emporter qui favorisent la fréquentation scolaire et la poursuite des études (A: Ressources transférées)

Effet direct stratégique 2: Les populations touchées par une crise vivant dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises

Catégorie d'effet direct
correspondante: maintien/amélioration
de l'accès des individus et des ménages
à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

Hypothèses

L'approvisionnement en vivres et en espèces se fait correctement à tout moment et tous les produits sont disponibles

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Activités et produits

2. Fournir aux populations touchées par une crise un ensemble intégré d'interventions d'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence, qui comprend des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, tenant compte de la problématique femmes-hommes et contribuant à transformer les relations entre les sexes ainsi qu'un appui aux moyens d'existence (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation)

Les populations souffrant de malnutrition touchées par une crise reçoivent en temps voulu des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante pour prévenir et traiter la malnutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les personnes touchées par une crise bénéficient d'activités adaptées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et contribuant à transformer les relations entre les sexes, qui améliorent les pratiques relatives à la nutrition (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

Les personnes touchées par une crise reçoivent en temps voulu une assistance alimentaire pour la création d'actifs adéquate qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires tout en renforçant leurs moyens d'existence et leur résilience face aux chocs (D: Actifs créés)

Les populations touchées par une crise reçoivent en temps voulu une assistance alimentaire et nutritionnelle adéquate qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (A: Ressources transférées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, l'état nutritionnel des populations vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose et recevant un traitement, les personnes handicapées et les orphelins, s'améliore

Catégorie d'effet direct
correspondante: amélioration de la
consommation de produits
alimentaires de qualité et riches en
nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

Hypothèses

Il n'y a pas de troubles sociopolitiques (conflits post-électorales, grèves)

Aucune épidémie de maladies transmissibles telles que la maladie à virus Ebola et la diarrhée n'éclate dans les zones d'intervention du programme

Indicateurs d'effet direct

Traitement antirétroviral: taux d'abandon

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Traitement antituberculeux: taux d'abandon

Activités et produits

3. Venir en aide aux bénéficiaires – femmes, hommes, filles et garçons de manière équitable – grâce à la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés et à la conduite de programmes intégrés comprenant des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et renforcer les capacités dont les partenaires disposent pour prévenir et traiter la malnutrition (Prévention de la malnutrition)

Les personnes souffrant de malnutrition et les populations à risque bénéficient du renforcement des capacités techniques dont disposent le Gouvernement et d'autres partenaires pour améliorer leur état nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes souffrant de malnutrition et les populations à risque bénéficient d'activités de communication ciblées visant à faire évoluer la société et les comportements, qui permettent d'améliorer leurs pratiques liées à la nutrition et contribuent à prévenir la malnutrition (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

Les personnes souffrant de malnutrition et les populations à risque reçoivent en temps voulu des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante pour prévenir et traiter la malnutrition (A: Ressources transférées)

Les personnes souffrant de malnutrition et les populations à risque reçoivent en temps voulu des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante pour prévenir et traiter la malnutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2030, les populations en situation d'insécurité alimentaire et touchées par le changement climatique vivant dans les zones ciblées, y compris les petits exploitants, les jeunes et les femmes, bénéficient de moyens d'existence améliorés et de chaînes de valeur plus efficaces et plus inclusives

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les membres ciblés de la communauté, y compris les femmes et les jeunes, sont disposés à participer aux activités de sécurité alimentaire et de nutrition.

Il n'y a pas de troubles sociopolitiques (conflits post-électorales, grèves)

Les ressources sont disponibles en temps voulu

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

4. Fournir aux groupes ciblés un appui aux moyens d'existence résilients face au climat, qui permet d'accroître et de diversifier de manière durable leur rôle le long de la chaîne de valeur, renforce leur accès aux marchés, notamment dans le cadre d'interventions d'alimentation scolaire classiques ou utilisant la production locale, et améliore la manutention et la transformation des aliments (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les petit(e)s exploitant(e)s ciblé(e)s reçoivent un appui technique pour améliorer la manutention et la transformation des aliments et accéder à des débouchés commerciaux, notamment dans le cadre d'interventions d'alimentation scolaire classiques ou utilisant la production locale et des relations mises en place avec des entreprises locales de transformation des aliments (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les petit(e)s exploitant(e)s ciblé(e)s reçoivent un appui technique pour entretenir et remettre en état des actifs et ont accès à des services financiers pour améliorer leurs moyens d'existence et renforcer des systèmes alimentaires résilients face au climat (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2030, les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour concevoir et utiliser des systèmes de gestion en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe

Catégorie d'effet direct
correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Il n'y a pas de troubles sociopolitiques (conflits post-électoraux, grèves)

Les ressources sont disponibles en temps voulu

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

Activités et produits

5. Appuyer le renforcement des capacités des institutions nationales et d'autres partenaires, y compris dans le cadre de la coopération Sud-Sud, afin de leur permettre de concevoir et d'utiliser des systèmes de gestion concernant la protection sociale, la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence, les risques de catastrophe, les pertes après récolte et les chaînes d'approvisionnement pour réaliser les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient du renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et d'améliorer leurs moyens d'existence (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient du renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et d'améliorer leurs moyens d'existence (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité (nouveau)

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité (nouveau)

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM (nouveau)

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)						
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	14 762 608	538 775	6 832 125	3 673 654	1 711 539	27 518 702
Mise en œuvre	4 155 707	187 821	1 709 319	991 133	409 271	7 453 251
Coûts d'appui directs ajustés	1 545 076	59 211	711 545	378 656	176 348	2 870 836
Total partiel	20 463 392	785 807	9 252 990	5 043 443	2 297 158	37 842 790
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 330 120	51 077	601 444	327 824	149 315	2 459 781
Total	21 793 512	836 884	9 854 434	5 371 267	2 446 473	40 302 571

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CM2	cours moyen deuxième année
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
SABER	approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation
SOLVE	optimisation de l'approvisionnement grâce à la logistique, à la visibilité et à l'évolutivité
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance